

Octobre - Novembre - Décembre 2009

Réalisée du 19 octobre au 2 novembre 2009

Vague 36

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr

ifop

Baromètre
des **TPE**

 FIDUCIAL



- **FIDUCIAL**, est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs. La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui ont permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, du conseil financier et de l'informatique. Elle propose aussi un ensemble de produits et de services pour le monde du bureau.
- Fiducial est aujourd'hui présente dans **78 pays** et compte plus de **13 000 collaborateurs** avec un chiffre d'affaires en 2008 de 1,5 milliard de dollars. En France, ses 568 agences, réalisent un chiffre d'affaires de 646 millions d'euros en France auprès de **200 000 clients**.
- FIDUCIAL a pris **depuis décembre 2000** l'initiative de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - ⊖ pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - ⊖ pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - ⊖ pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - ⊖ par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter : www.fiducial.fr

SOMMAIRE

☉	Poids des TPE	3
☉	Tableau de bord	4
☉	Les principaux constats	7
☉	Le moral des TPE	20
☉	L'emploi dans les TPE	23
☉	Les finances des TPE	31
☉	Les relations des TPE avec leurs banques	37
☉	Les capitaux propres des TPE	46
☉	La taxe professionnelle et la taxe carbone	52
☉	Le bilan de Nicolas Sarkozy à mi-mandat	58
☉	Méthodologie	67
☉	Échantillon	68

Poids des TPE

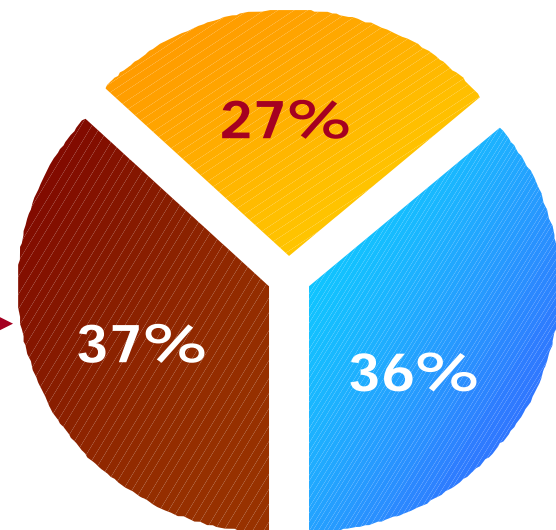
Nombre d'entreprises en France ≈ 2,6 millions*

*(Champs ICS : Industrie Commerce Services
 hors agriculture, services financiers et administration)*

() Source INSEE SIRENE DCASPL 2006*



% de l'emploi en France



% de la valeur ajoutée produite

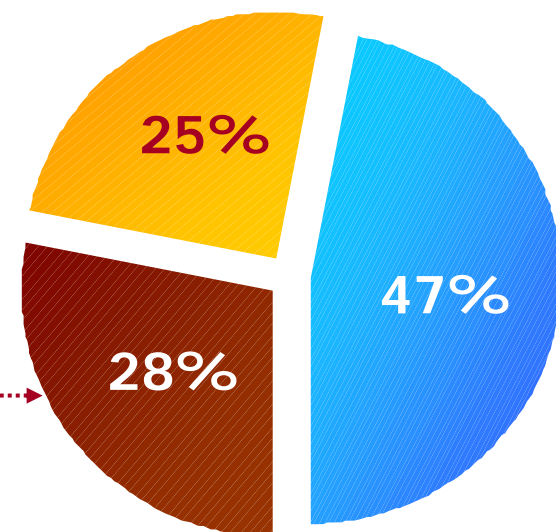




TABLEAU DE BORD

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

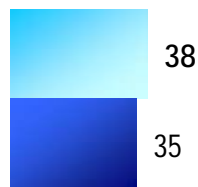


■ Octobre 2009

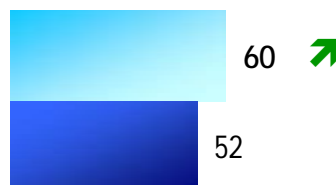
■ Rappel juillet 2009

Moral, situation financière

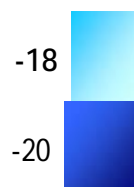
Optimisme sur la situation en France



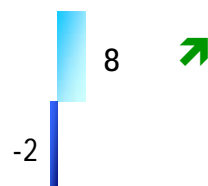
Optimisme pour leur propre activité



Indicateur de situation financière ces 3 derniers mois



Indicateur de prévision financière pour les 3 prochains mois



Emplois à 3 mois

Embauches réalisées



Embauches prévues



Créations de postes réalisées



Créations de postes prévues



Suppressions de postes réalisées



Suppressions de postes prévues



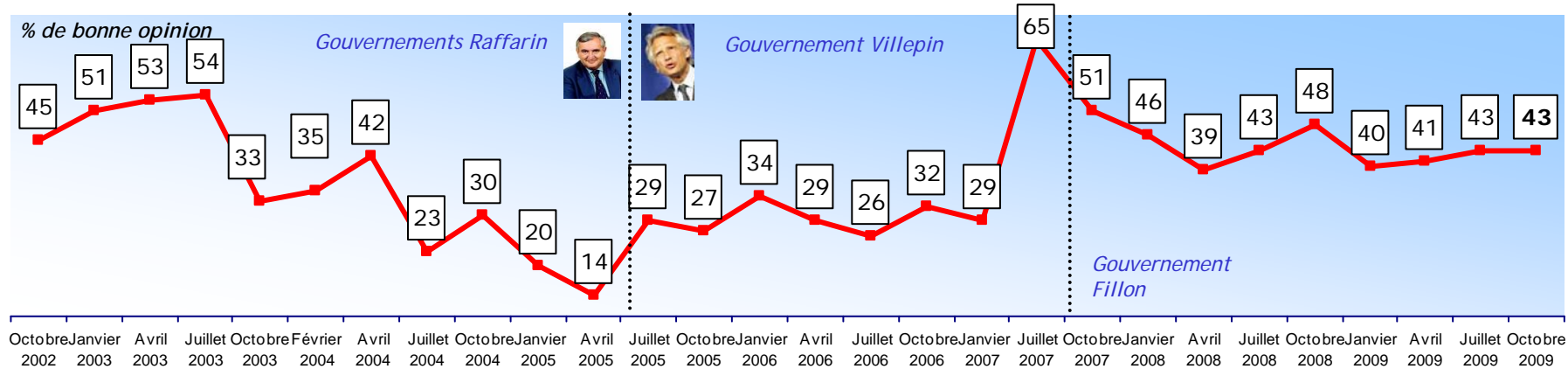
Créations nettes réalisées



Créations nettes prévues

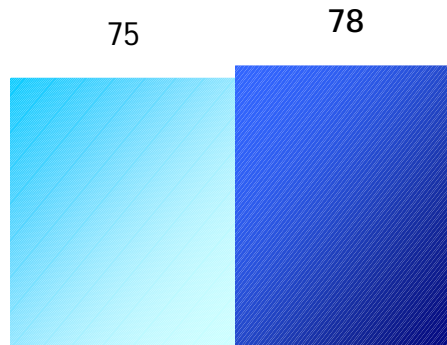


Confiance globale dans le gouvernement



■ Rappel juillet 2009

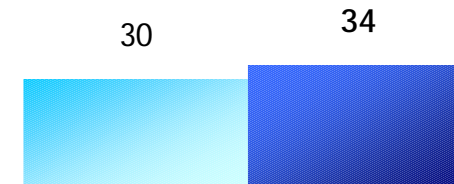
■ Octobre 2009



Inquiétude à l'égard de la crise

■ Rappel avril 2009

■ Octobre 2009



Prise en compte des préoccupations des patrons de TPE



LES PRINCIPAUX CONSTATS

Des TPE qui souffrent toujours de la crise mais qui espèrent une amélioration progressive

Si le niveau d'inquiétude face à la crise connaît un léger rebond (78%, +3 points) et que l'optimisme sur la situation en France reste faible (38%, + 3 points), les patrons de TPE se révèlent **plus optimistes qu'au mois de juillet dernier pour leur propre activité** (60%, soit une augmentation de 8 points). Ce regain de confiance pour leur entreprise se retrouve avec plus de force dans le BTP et les services. A l'inverse, l'industrie et le commerce restent fragilisés.

Les indices de situation financière confirment cette tendance : en effet, l'indice des trois derniers mois s'établit à -18 (contre -20 trois mois auparavant), tandis que l'indice prévisionnel pour les trois prochains mois atteint +8 (contre -2 en juillet 2009), repassant dans le vert pour la première fois depuis 18 mois.



Une embellie qui se confirme concernant l'emploi

L'amélioration amorcée en juillet dernier sur le front de l'emploi se poursuit : 16% des TPE déclarent avoir embauché du personnel au cours des trois derniers mois (+5 points par rapport au trimestre précédent), la création nette réalisée s'établissant à +2,5% (contre 0 lors de la dernière vague). Les suppressions de poste restent stables à 7% : on relève que les suppressions de CDI correspondent plus encore que lors de la dernière vague à des licenciements (63%, +9 points), tandis que les ruptures conventionnelles sont en recul (17%, -16 points).

Le recours au CDI reste toutefois faible (33% contre 40% un an auparavant), les TPE embauchant dans la plupart des cas en CDD (46%). On relève aussi une très forte croissance de l'emploi en contrat d'apprentissage (12%, +3 points par rapport au mois d'octobre 2008) et en contrat aidé (9%, soit le taux le plus élevé atteint depuis 2005, hors CNE).

Cette évolution positive du marché de l'emploi dans les TPE, tirée par l'activité saisonnière, pourrait se pérenniser : 9% des dirigeants interrogés prévoient en effet d'embaucher dans les trois prochains mois contre 5% seulement qui prévoient des suppressions de postes, la création nette prévue s'établissant à +2,5%.

Au global, pour 2010, 14% des patrons de TPE anticipent une augmentation de leurs effectifs, et cela autant parmi les employeurs que les non employeurs. A l'opposé, 6% des structures employant du personnel prévoient des suppressions de postes.

Des difficultés financières moins prononcées mais qui demeurent à un niveau élevé

Il n'en demeure pas moins que seuls 18% des dirigeants interrogés misent sur une augmentation de leur chiffre d'affaires au cours des trois prochains mois, contre 30% qui anticipent une baisse (avec en moyenne une évolution prévue de -1,2% sur les recettes et les ventes).

De même, 32% jugent leur situation financière préoccupante, soit un taux stable par rapport à la précédente vague du baromètre, qui s'avère plus élevé dans les secteurs du commerce (37%) et de l'hôtellerie (49%). Cette précarité financière, lorsqu'elle est présente, est **principalement liée à une baisse de la fréquentation, ou du panier moyen (49%), ou à l'épuisement des réserves de trésorerie (45%)**. Pour une proportion non négligeable des entreprises en mauvaise santé financière, ces baisses sont corrélées à un refus de la banque d'augmenter leur découvert (35%), à un carnet de commande vide ou presque vide (31%) ou aux coûts de fonctionnement incompressibles (27%)

Il convient toutefois de nuancer ce constat sur les difficultés des TPE : alors que 18% des patrons interrogés en juillet dernier envisageaient fermement la possibilité de cesser leur activité avant la fin de l'année, ils ne sont plus que 8% aujourd'hui. De la même manière, la part des entreprises estimant que leur situation de trésorerie va se dégrader recule de 8 points, même si elle reste assez élevée (28%).

Des demandes de crédit en baisse et des TPE confrontées à une forte hausse des refus de crédit

Les demandes de financement des patrons de TPE diminuent légèrement (25% contre 28% trois mois auparavant), alors même qu'ils sont moins nombreux à déclarer avoir subi un durcissement de l'accès de crédit de la part de leur banque au cours des derniers mois (21% contre 31%). Ces demandes de financement sont plus fréquentes dans l'industrie et le BTP, ainsi que, de façon logique, dans les entreprises de 10 à 19 salariés.

Dans le détail, parmi les entreprises ayant effectué une demande de crédit récente, il apparaît cependant une nette augmentation des refus (42%, +19 points) et des financements accordés à des taux élevés (26%, +14 points par rapport au mois de juillet 2009). On relève aussi que 21% se sont vus accorder un financement avec les garanties d'un organisme de cautionnement (+3 points) et 14% ont obtenu un montant moins élevé que demandé (+5 points). A contrario, les banques sollicitées ont moins tendance à exiger des garanties supérieures à celles requises par le passé (8%, -9 points).

Le crédit de trésorerie à court terme utilisé par une minorité de TPE

Trois TPE sur quatre (75%) bénéficient d'au moins une autorisation bancaire, et en premier lieu d'une autorisation de découvert (74%). Près d'un dirigeant sur cinq s'est également vu octroyer une autorisation d'escompte par sa banque. Plus marginalement, 10% ont souscrit un autre type de crédit à court terme et 5% une cession de créance Dailly.

Parmi les entreprises disposant d'autorisations bancaires, 19% ont demandé une augmentation de leur découvert autorisé depuis le début de crise, qu'elles se sont vues refuser dans un cas sur deux. Du fait des difficultés financières rencontrées par nombre d'entre elles, 15% pensent demander l'augmentation de leur en-cours de trésorerie à court terme.

Parmi les TPE bénéficiant d'une autorisation de la part de leur banque, une faible proportion utilise régulièrement leur ligne de trésorerie à court terme ou un découvert (41%), et seuls 15% y ont recours tous les mois. L'utilisation de cette facilité serait facturée par les banques à un taux d'agios inférieur à 5% pour 42% des entreprises concernées.

La rémunération des excédents de trésorerie par les banques est quant à elle une pratique encore peu répandue (17%). Le taux pratiqué s'établirait à 1% pour 28% des entreprises concernées et 2 à 3% pour 43% d'entre elles. Près de trois sur dix ne se prononcent pas.

Au global, 72% des interviewés jugent la relation avec leur banque satisfaisante, cette opinion positive étant plus prononcée au sein des structures de 10 à 19 salariés (87%) et des secteurs des services aux particuliers (80%) et de l'industrie (80%).

Un quart des dirigeants de TPE envisage de doubler voire tripler leur activité au cours des dix prochaines années

Interrogés sur leurs projets de développement pour leur entreprise au cours des dix prochaines années, les dirigeants de TPE manifestent des intentions pour le moins hétérogènes :

- 38% envisagent de céder leur entreprise, soit dans le cadre d'une vente (13%, un score qui atteint 54% dans l'hôtellerie), soit d'une transmission ou une cessation d'activité en raison d'un départ à la retraite (23%).
- 37% souhaitent pouvoir conserver leur activité (14%) ou la maintenir à son niveau actuel (23%) dans un contexte de grande fragilisation des TPE en raison de la crise économique.
- 25% envisagent une forte croissance pour leur entreprise, soit en doublant leur activité (14%), soit en la triplant ou plus (11%).

On relèvera que les structures souhaitant maintenir (23%) ou réduire (2%) leur activité invoquent principalement, pour justifier ce choix de ne pas croître, une taille qui leur paraît satisfaisante (44%), le souhait de ne pas gérer davantage de personnel (36%) ou bien des revenus suffisants (29%).

Concernant leurs capitaux propres, une majorité de dirigeants estime que ceux de leur entreprise sont suffisants pour couvrir leurs besoins financiers actuels (63%, dont 28% de « oui, tout à fait »). Parallèlement, à peine plus d'un sur deux les juge suffisants pour assurer leur développement (51%), une proportion qui s'avère plus faible dans l'hôtellerie et l'industrie.

Des dirigeants de TPE peu concernés par le plan PME annoncé par Nicolas Sarkozy

Dans un contexte où la situation financière des TPE est fragile pour un tiers d'entre elles, les dirigeants de TPE s'avèrent peu disposés à augmenter les capitaux propres de leur entreprise.

L'annonce par Nicolas Sarkozy le 5 octobre dernier d'un plan PME dans le cadre duquel 2 milliards d'euros vont être mis à la disposition des PME, soit sous la forme de prises de participation au capital, soit sous la forme de prêts participatifs, laisse indifférent une proportion élevée de TPE. En effet, 80% estiment ne pas être concernés par cette annonce (à juste titre !), 20% exprimant un avis contraire (jusqu'à 27% dans le secteur de l'hôtellerie).

De plus, à peine un dixième des patrons de TPE exerçant en société et envisageant de doubler ou tripler leur activité au cours des dix prochaines années, serait favorable à l'entrée d'un nouvel actionnaire tel que l'Etat dans le capital leur entreprise, seul 1% allant jusqu'à se déclarer « tout à fait favorable ».

Réforme de la taxe professionnelle : scepticisme des TPE sur les bénéfices de la mesure

L'annonce de la suppression de la taxe professionnelle en 2010 faite par Nicolas Sarkozy et confirmée à maintes reprises par l'exécutif, n'est pas passée inaperçue auprès des dirigeants de TPE puisque 98% en ont entendu parler.

Pour autant, près de sept interviewés sur dix (69%, et jusqu'à 89% dans le secteur des services aux particuliers) s'estiment mal informés sur cette réforme, 31% allant même jusqu'à se déclarer « très mal informés ». Signe de la confusion qui règne aujourd'hui en la matière, une majorité de dirigeants interrogés anticipe même une hausse de la contribution payée par leur entreprise (46% contre 39% pour une baisse et 14% pour une stagnation). A leur décharge, on rappellera que les débats et les polémiques suscités par cette mesure n'en favorisent pas la bonne compréhension des tenants et des aboutissants.

Ce manque d'information explique sans doute pour partie le scepticisme exprimé par les interviewés. Après remise à niveau expliquant aux personnes interrogées le mécanisme de substitution envisagé pour remplacer la taxe professionnelle, seul un dirigeant sur deux considère qu'il s'agit d'une bonne mesure pour les TPE. Il sont même une majorité (54% exactement) à juger qu'il s'agit d'une mauvaise mesure pour l'économie française en général. Autre enseignement de notre enquête : seuls 42% des patrons de TPE estiment que la suppression de la taxe professionnelle et son remplacement par une « Cotisation Economique Territoriale » permettra aux entreprises d'accroître leurs investissements. De même, seule une minorité (39%) anticipe un renforcement de la compétitivité des entreprises françaises.

Taxe carbone : une mesure qui manque de lisibilité et dont on doute fortement des bénéfices induits

Alors qu'ils saluent majoritairement l'action menée par le chef de l'Etat en matière d'environnement, force est de constater que la volonté du gouvernement d'introduire une taxe carbone suscite des réticences assez fortes parmi les dirigeants de TPE. D'ailleurs, si 10% d'entre eux mettent spontanément au crédit du chef de l'Etat cette mesure depuis son élection (dans le cadre d'une question ouverte), 12% la citent également spontanément parmi les réformes qui leur ont le plus déplu. Dans un cas comme dans l'autre, actualité oblige, la taxe carbone se situe en haut de tableau des mesures citées.

En premier lieu, il convient de noter que si la quasi-totalité des TPE a déjà entendu parler de cette mesure (à hauteur de 98% exactement), à peine plus d'un tiers (35%) s'estime bien informé sur le sujet, signe d'un travail d'information nécessaire de la part des pouvoirs publics.

Surtout, les opinions négatives semblent l'emporter majoritairement à propos du projet gouvernemental. A titre d'exemple, 61% des dirigeants interrogés estiment que la mise en place d'une taxe carbone (appliquée aux énergies fossiles et pour un montant de 17 euros par tonne de CO2 consommée) aura un impact négatif sur la consommation des ménages. Parallèlement, une majorité met en doute l'efficacité de la mesure puisque seuls 42% anticipent un effet dissuasif sur la consommation d'énergies fossiles et 39% un effet positif réel sur l'environnement.

Enfin, plus d'un tiers (36%) des dirigeants interrogés estime que la taxe carbone aura un impact négatif sur leur activité, celui-ci étant plus particulièrement redouté dans les secteurs de l'industrie et des services aux particuliers (43% chacun).

Finances de l'Etat : priorité à l'équilibre budgétaire

Les mesures et les actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement inspirent confiance à une minorité de patrons de TPE (43%). En parallèle, ces derniers apparaissent plus nombreux qu'au premier semestre 2009 à juger que le gouvernement prend en compte leurs préoccupations : 34%, soit un gain de 4 points en six mois.

Cette défiance majoritaire au sein de TPE explique probablement, au moins en partie, les critiques adressées par leurs dirigeants à l'encontre de la politique budgétaire des pouvoirs publics... et les craintes que celle-ci peut aussi susciter quant à l'évolution future de la fiscalité, que celle-ci passe par un alourdissement de la charge des ménages (et donc un risque de baisse de la consommation) ou de celle des entreprises (amputation des résultats). Alors que le déficit budgétaire atteindra cette année un niveau record en France, près de six patrons sur dix, 58% exactement, estiment que l'État doit privilégier l'équilibre budgétaire plutôt que de creuser la dette pour favoriser la sortie de crise - cette dernière solution étant soutenue par 42% d'entre eux.

Dans ce contexte, 79% estiment que le prochain grand emprunt annoncé par le président de la République doit être conditionné à la réduction parallèle des dépenses publiques. Surtout, face à une initiative qui ne suscite guère leur enthousiasme (cf. vague 35), 71% appellent les pouvoirs publics à ne pas oublier les petites entreprises, lesquelles pourraient notamment bénéficier en partie de l'emprunt pour renforcer leurs capitaux propres.



Le bilan de Nicolas Sarkozy à mi-mandat suscite un jugement global contrasté

Deux ans et demi après son élection à la présidence de la République, 44% des dirigeants de TPE expriment leur satisfecit à l'égard de Nicolas Sarkozy. Ce score, certes minoritaire, s'avère sensiblement supérieur à celui mesuré en avril 2008 à l'issue de ses douze premiers mois à l'Élysée (+8 points).

Le chef de l'État bénéficie même d'une cote de satisfaction nettement majoritaire auprès de certaines catégories de TPE et plus particulièrement parmi les employeurs (56%) et dans les secteurs du BTP (62%), du commerce (54%) et de l'hôtellerie (51%).

A contrario, la défiance à son encontre s'avère particulièrement forte dans les secteurs des services aux entreprises (65%) et aux particuliers (66%) ainsi que dans les TPE n'employant aucun salarié (63%).

Les jugements portés sur la tenue des engagements pris durant la campagne électorale de 2007 s'améliorent eux aussi sensiblement : 48% des TPE interrogées expriment un jugement positif, soit une progression de 7 points depuis avril 2008. A cet égard, les jugements exprimés s'avèrent particulièrement laudateurs dans le secteur du BTP (59%) et parmi les TPE employant des salariés (58%).

Un bilan salué en matière d'environnement et des TPE sensibles aux efforts menés pour la fiscalité et l'attractivité économique

L'analyse des jugements exprimés par les patrons de TPE à l'égard du bilan de Nicolas Sarkozy par domaines d'action s'avère particulièrement riche en enseignements et permet de mieux comprendre les ressorts de ses gains de popularité à mi-mandat.

En premier lieu, on est frappé par la nette dégradation des jugements portés sur son action en matière de lutte contre l'insécurité et de maîtrise de l'immigration qui ne suscitent plus que respectivement 45% et 39% de satisfaction (soit -20 et -11 points par rapport à avril 2008). De même, seuls 30% des dirigeants interrogés jugent son action positive en matière de justice alors qu'ils étaient 48% dix-huit mois plus tôt.

Pour autant, nous l'avons vu précédemment, le jugement global porté par les dirigeants de TPE sur l'action du chef de l'Etat enregistre une nette embellie à mi-mandat. Celle-ci s'explique par une amélioration significative des jugements portés sur des domaines d'action auxquels les TPE apparaissent nettement plus sensibles, au premier rang desquels figurent la baisse des impôts (43% de jugements positifs, +11 points par rapport à avril 2008), la croissance et l'attractivité de la France (36%, +9 points) et la lutte contre l'inflation (34%, +17 points).

Enfin, l'action du chef de l'Etat en matière d'environnement est désormais le domaine dans lequel Nicolas Sarkozy recueille une nette majorité d'opinions positives : 64% des patrons interrogés expriment leur satisfaction, soit une progression de 13 points depuis avril 2008.

LE MORAL DES TPE

Note de lecture

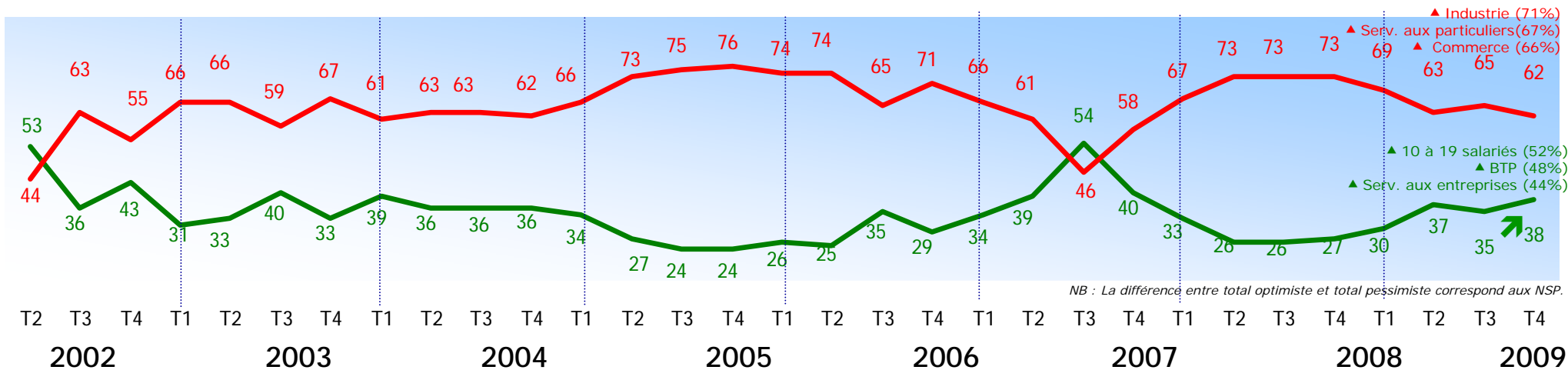
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Optimisme sur la situation en France et pour leur activité

Question : en prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?

— Total optimiste sur la situation en France

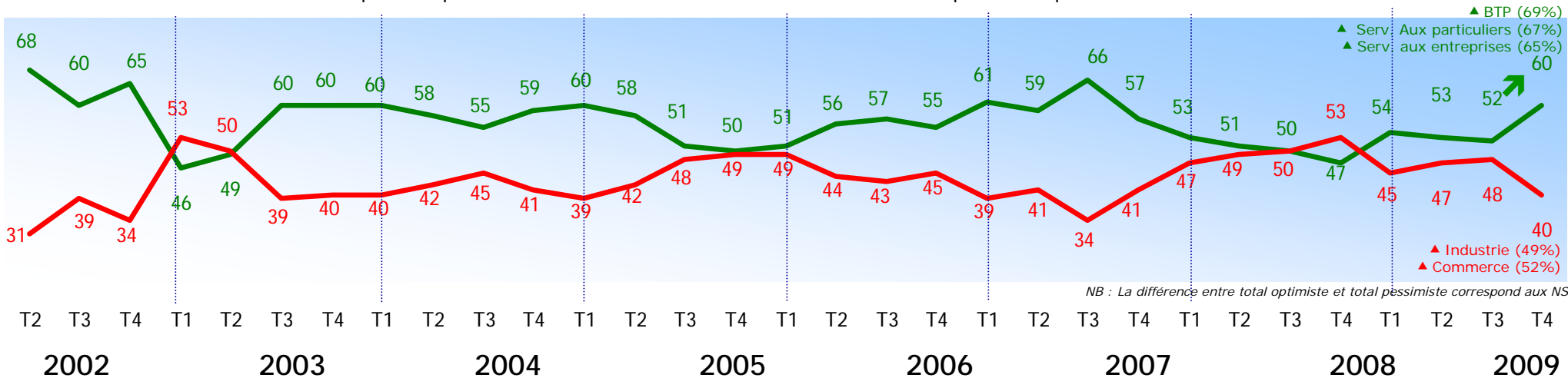
— Total pessimiste sur la situation en France



Question : et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?

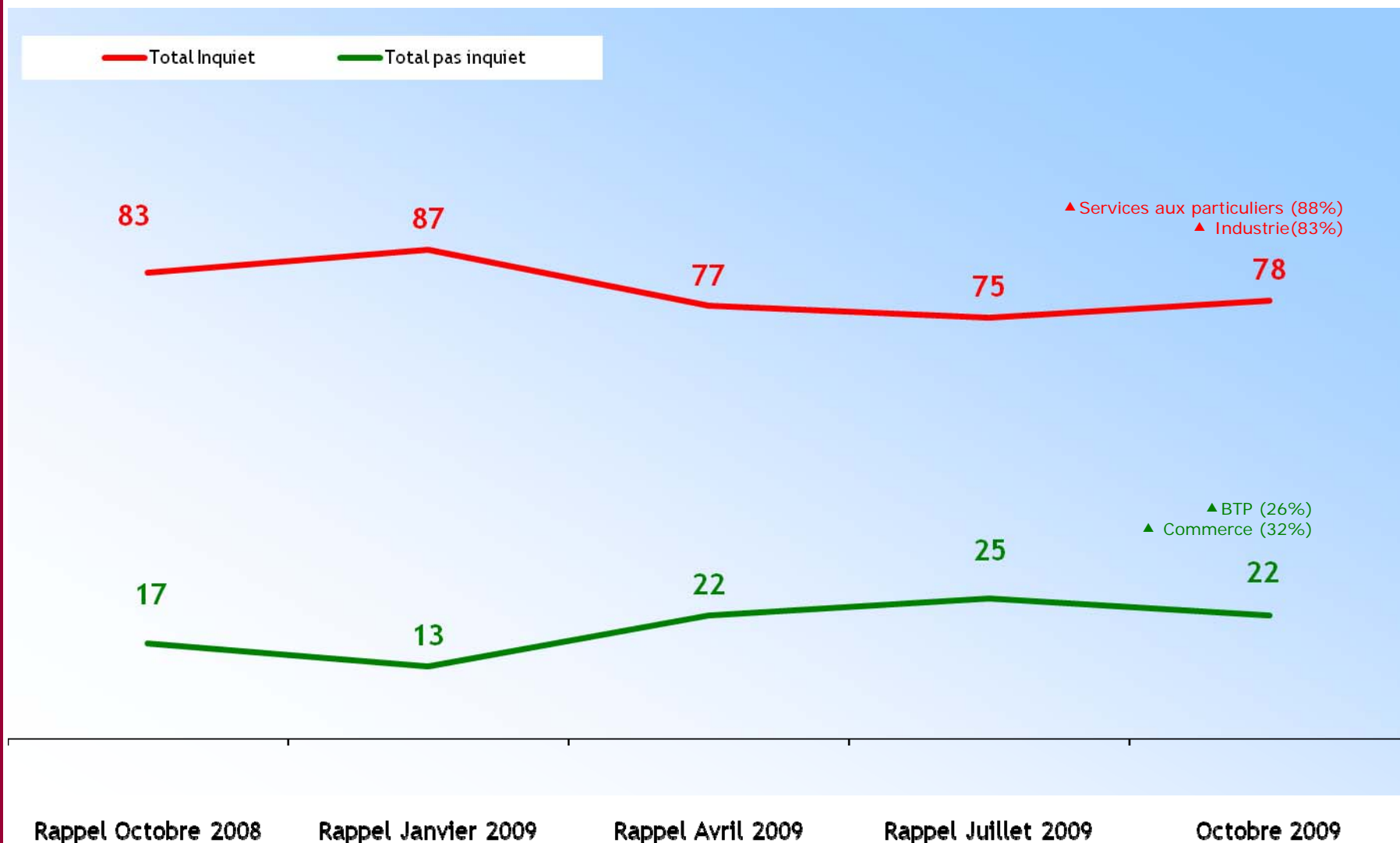
— Total optimiste pour leur activité

— Total pessimiste pour leur activité



Un niveau d'inquiétude face à la crise qui demeure élevé

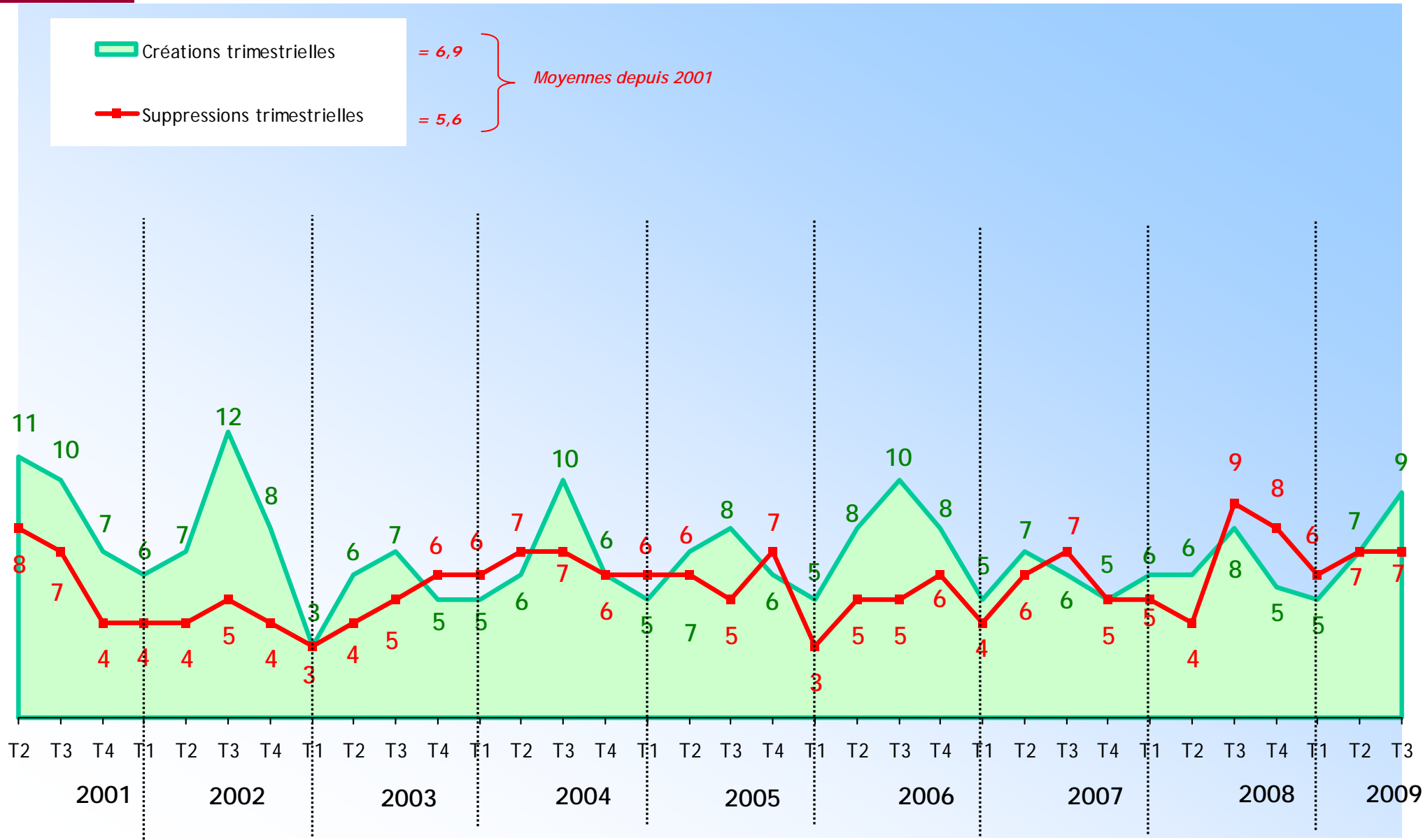
Question : vous personnellement, en pensant à la crise actuelle, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ?

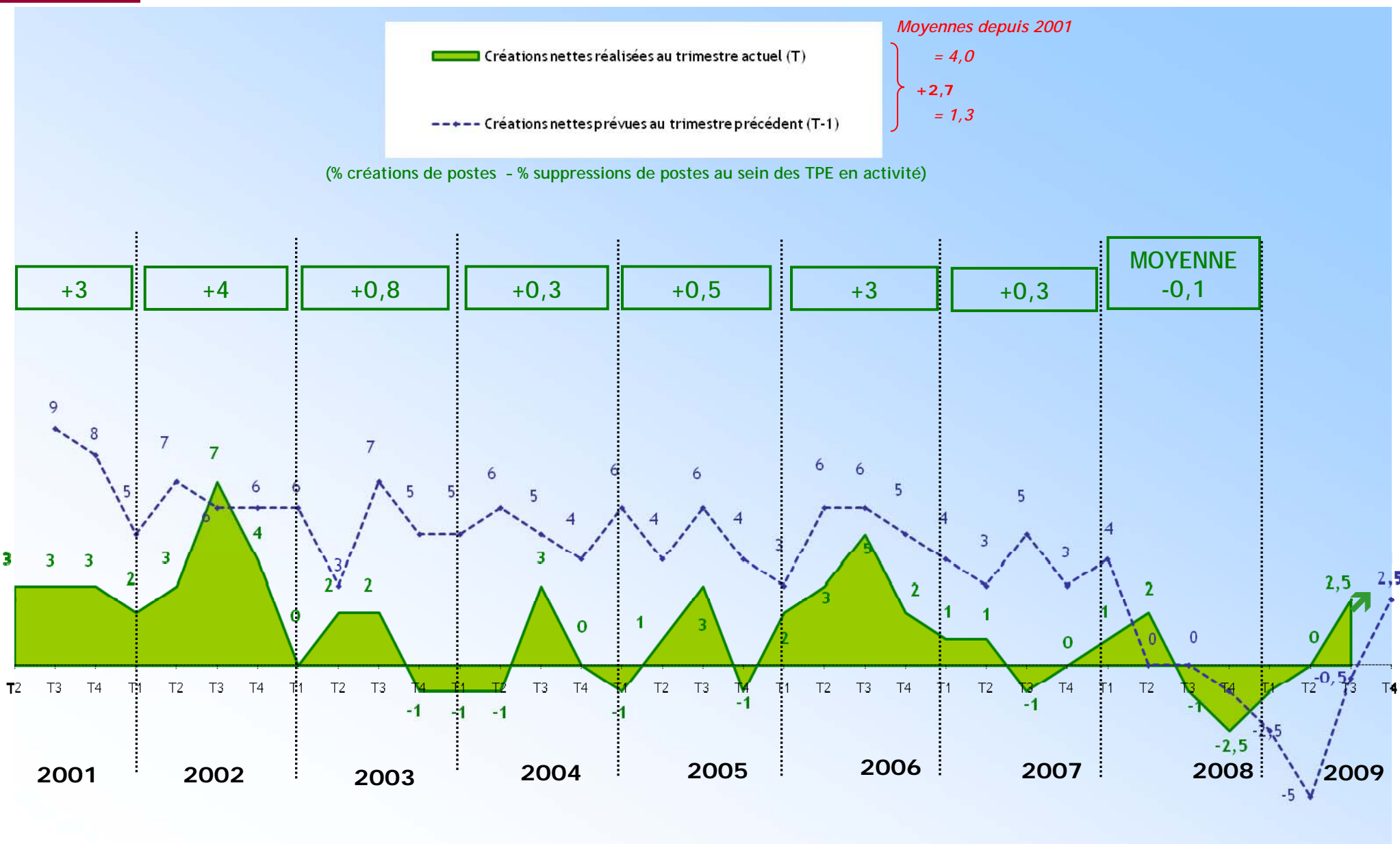


L'EMPLOI DANS LES TPE

Note de lecture

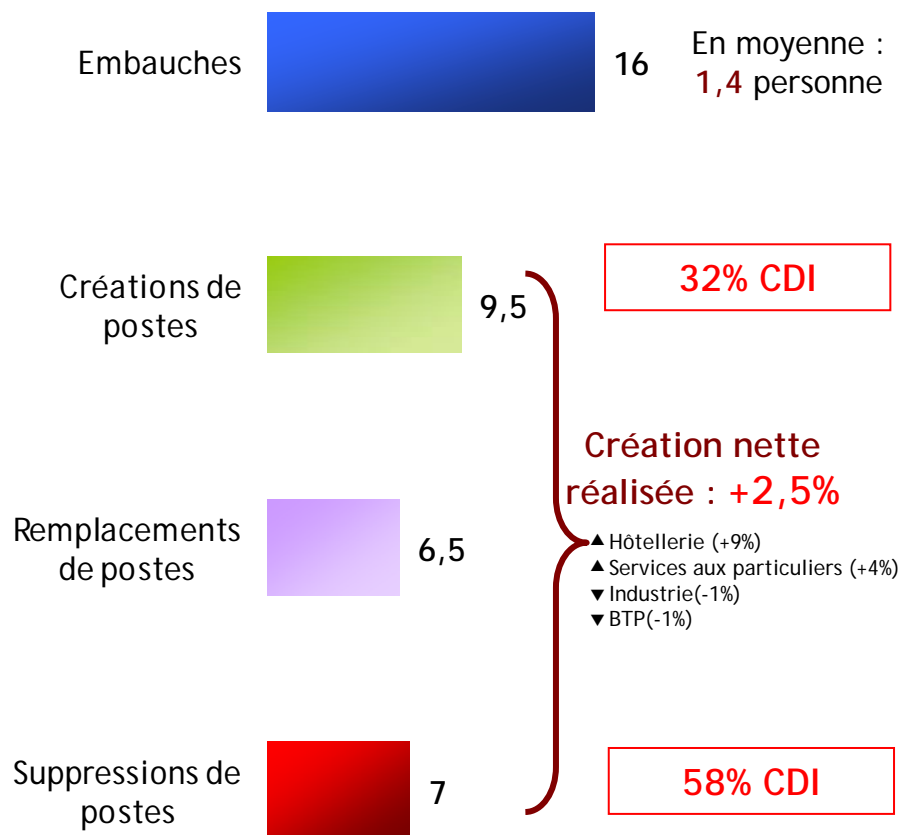
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.



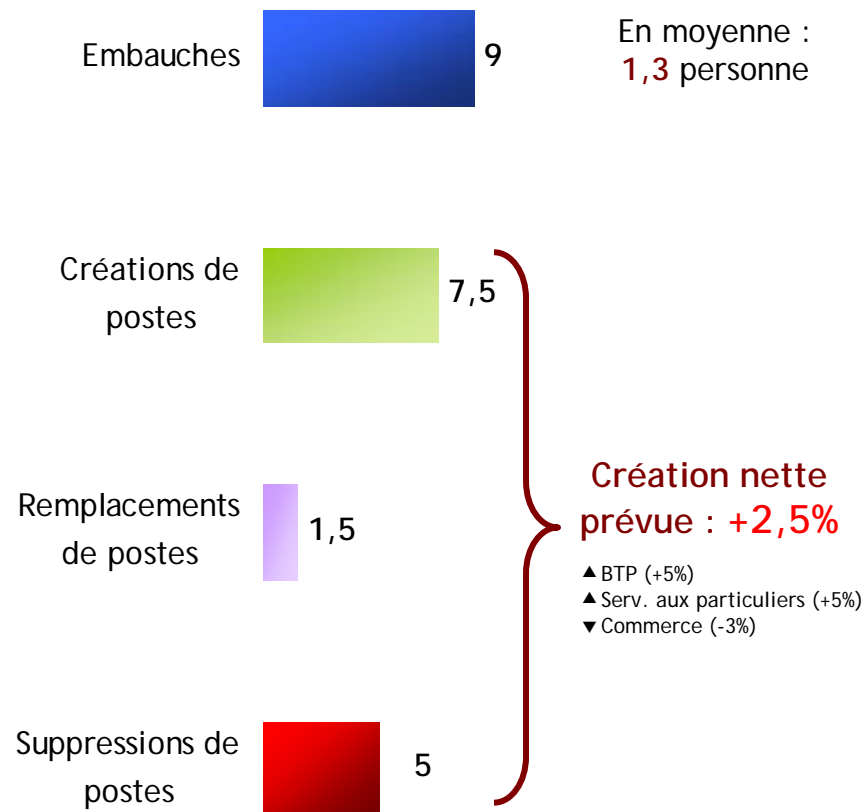


Embauches réalisées et perspectives au prochain trimestre

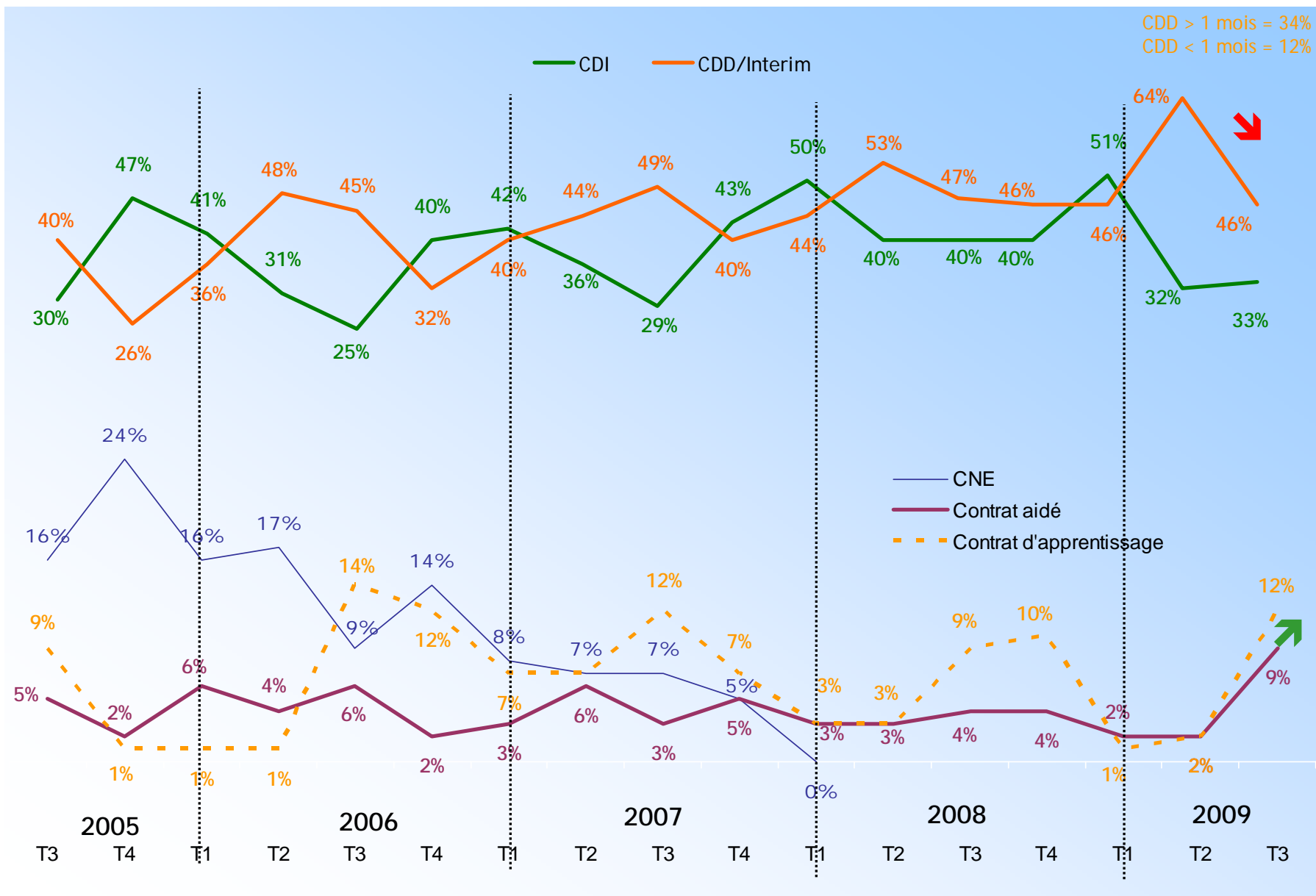
Réalisations de juillet à septembre 2009



Perspectives d'octobre à décembre 2009

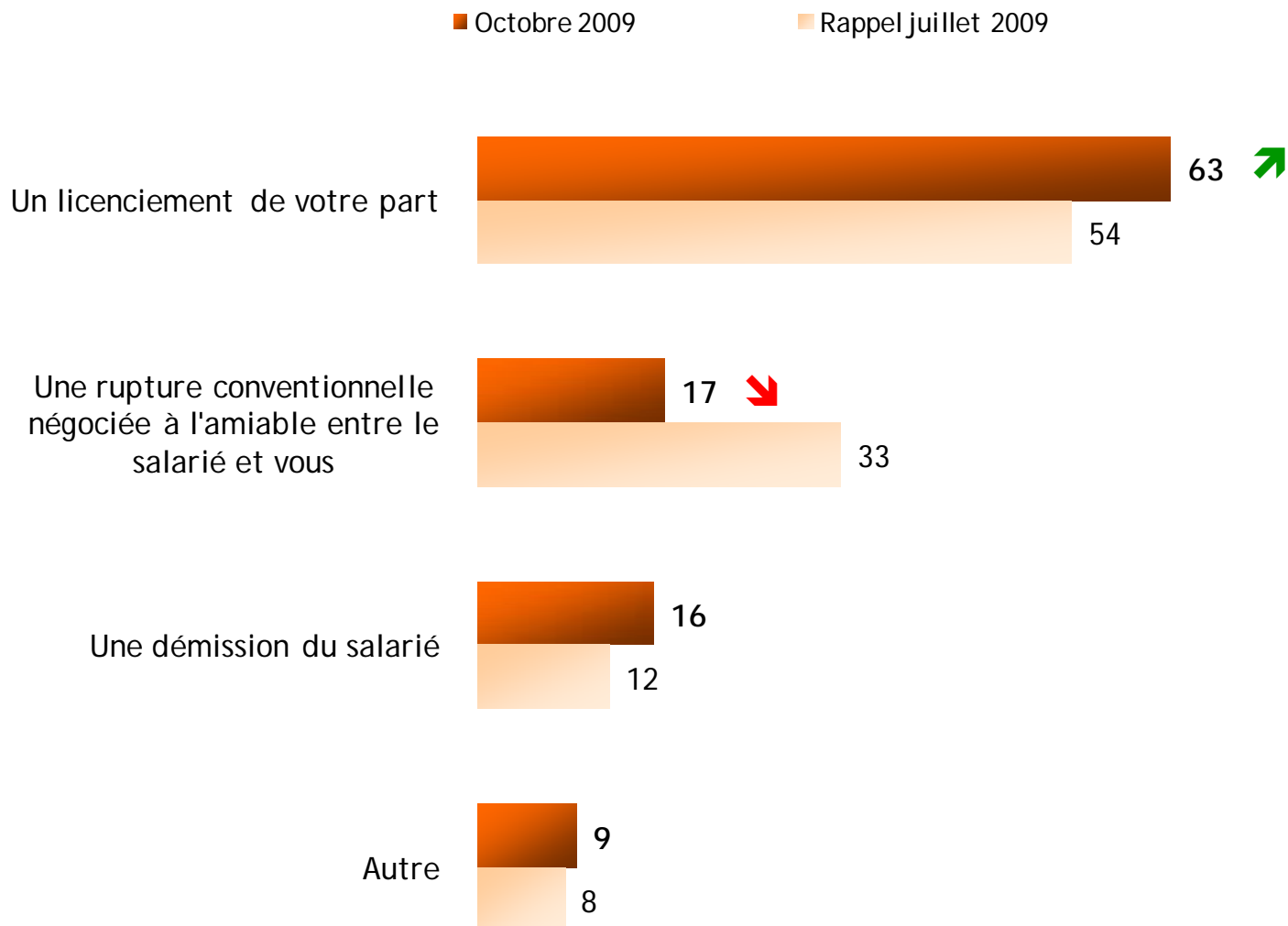


Types de contrats utilisés



Modalités de suppression d'emploi

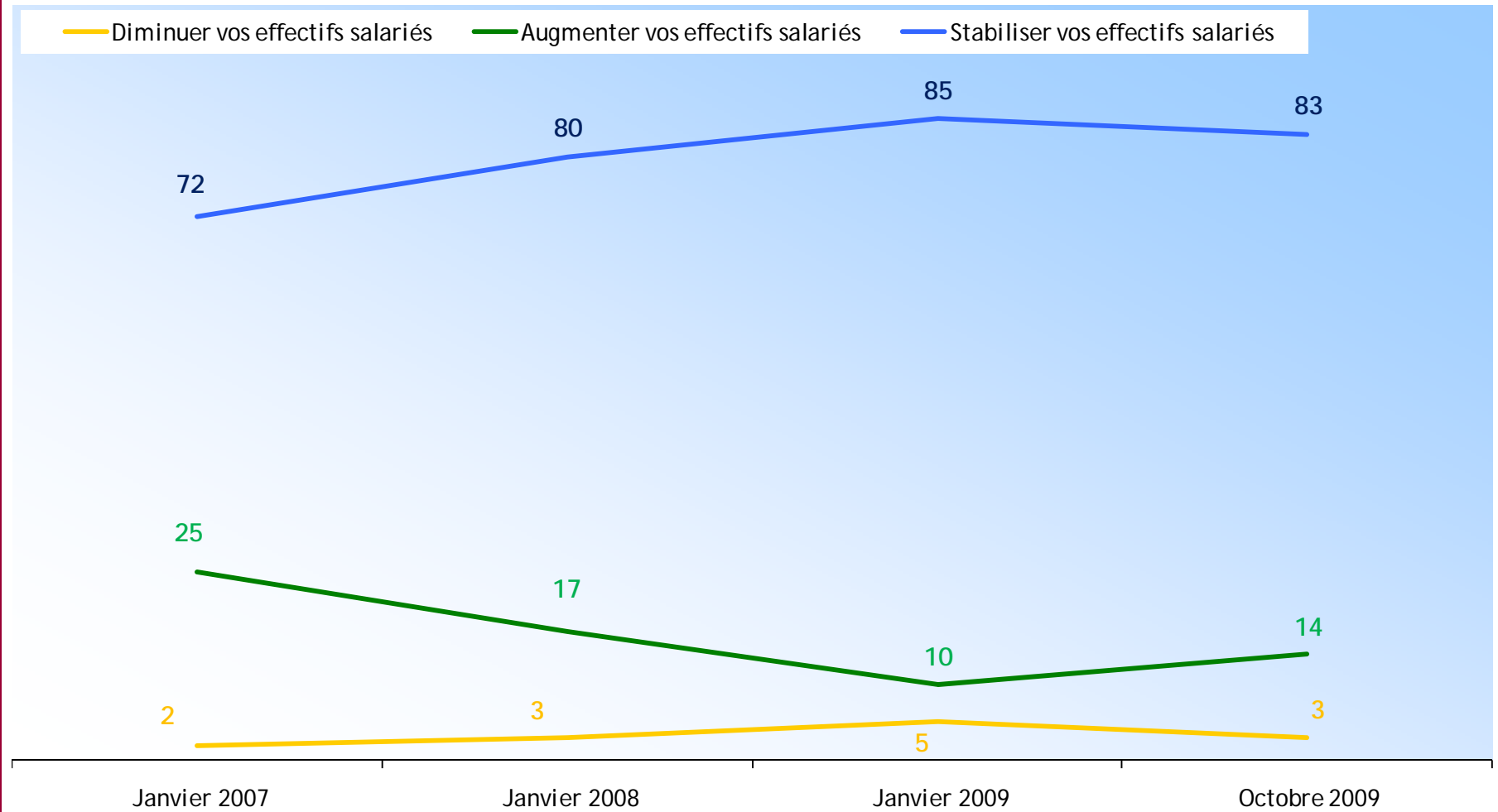
Question : cette(ces) suppression(s) étai(en)t-elle(s)...



Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

Prévisions en matière d'emploi pour 2010

Question : Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2010 ?



Prévisions en matière d'emploi pour 2010

Question : Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2010 ?

TPE employeurs

Augmenter vos effectifs salariés 14

Stabiliser vos effectifs en remplaçant si nécessaire les départs 80

Diminuer vos effectifs salariés 6

TPE sans salarié

Augmenter vos effectifs salariés 14

Rester sans salarié 85

Nsp 1

LES FINANCES DES TPE

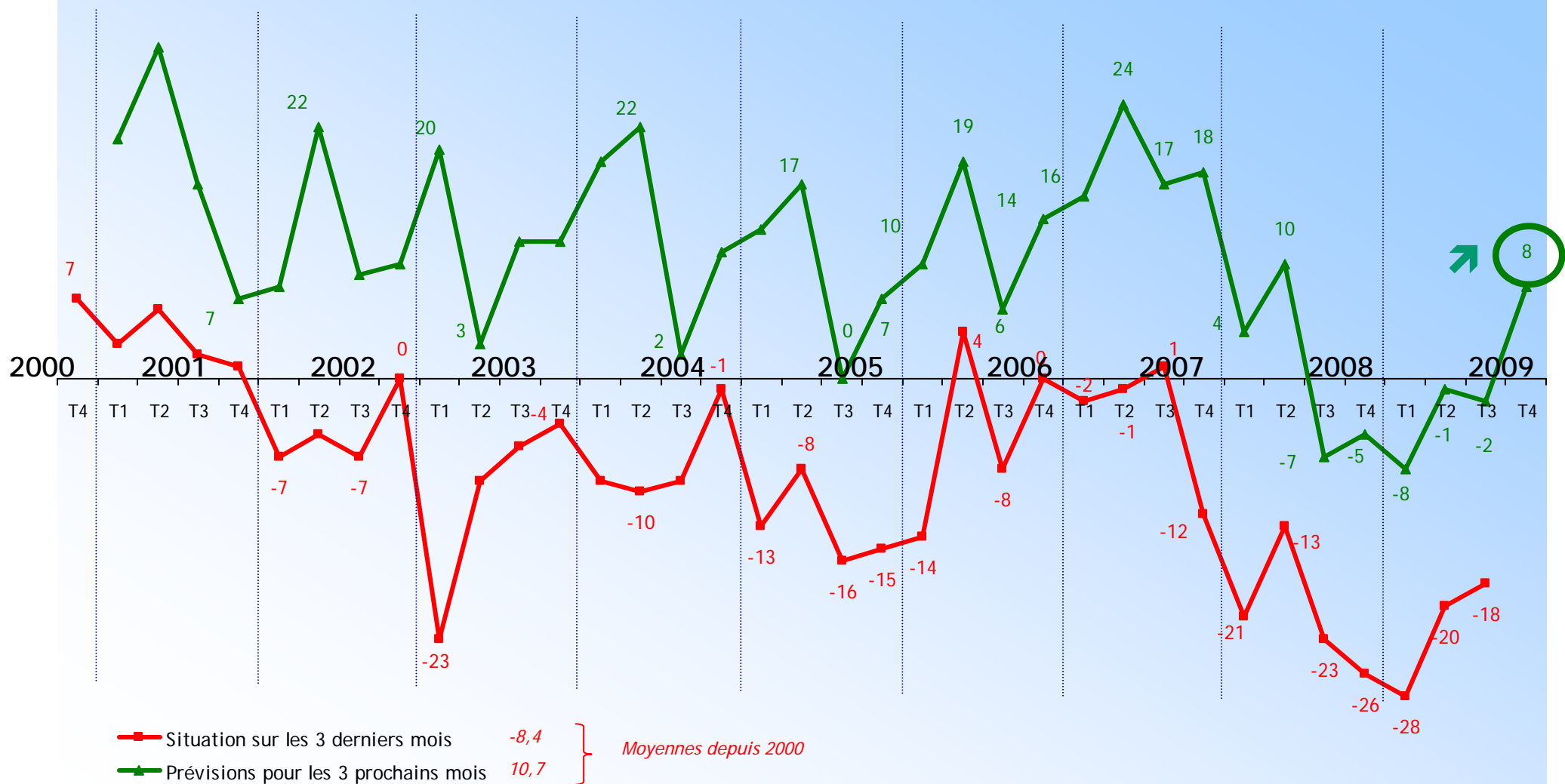
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1 : Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

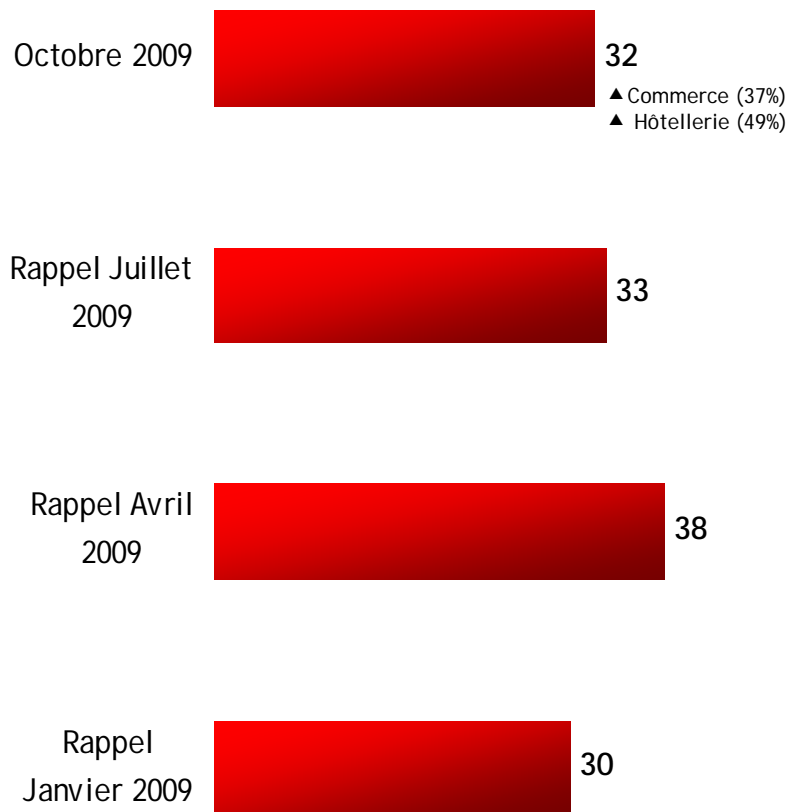
Question 2 : Et au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?



Une perception de leur situation financière toujours préoccupante pour près d'un tiers des TPE

Question : actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

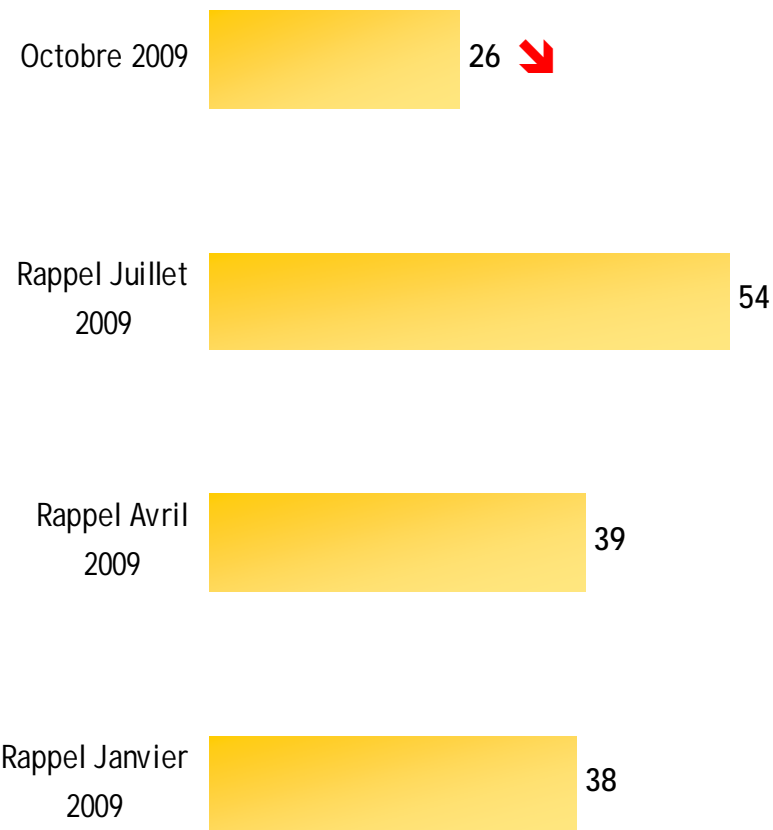
Total situation préoccupante



Base : ensemble des TPE

Question : (si situation financière préoccupante) envisagez-vous la possibilité de cesser l'activité de votre entreprise au cours de l'année 2009 à cause de cette situation financière ?

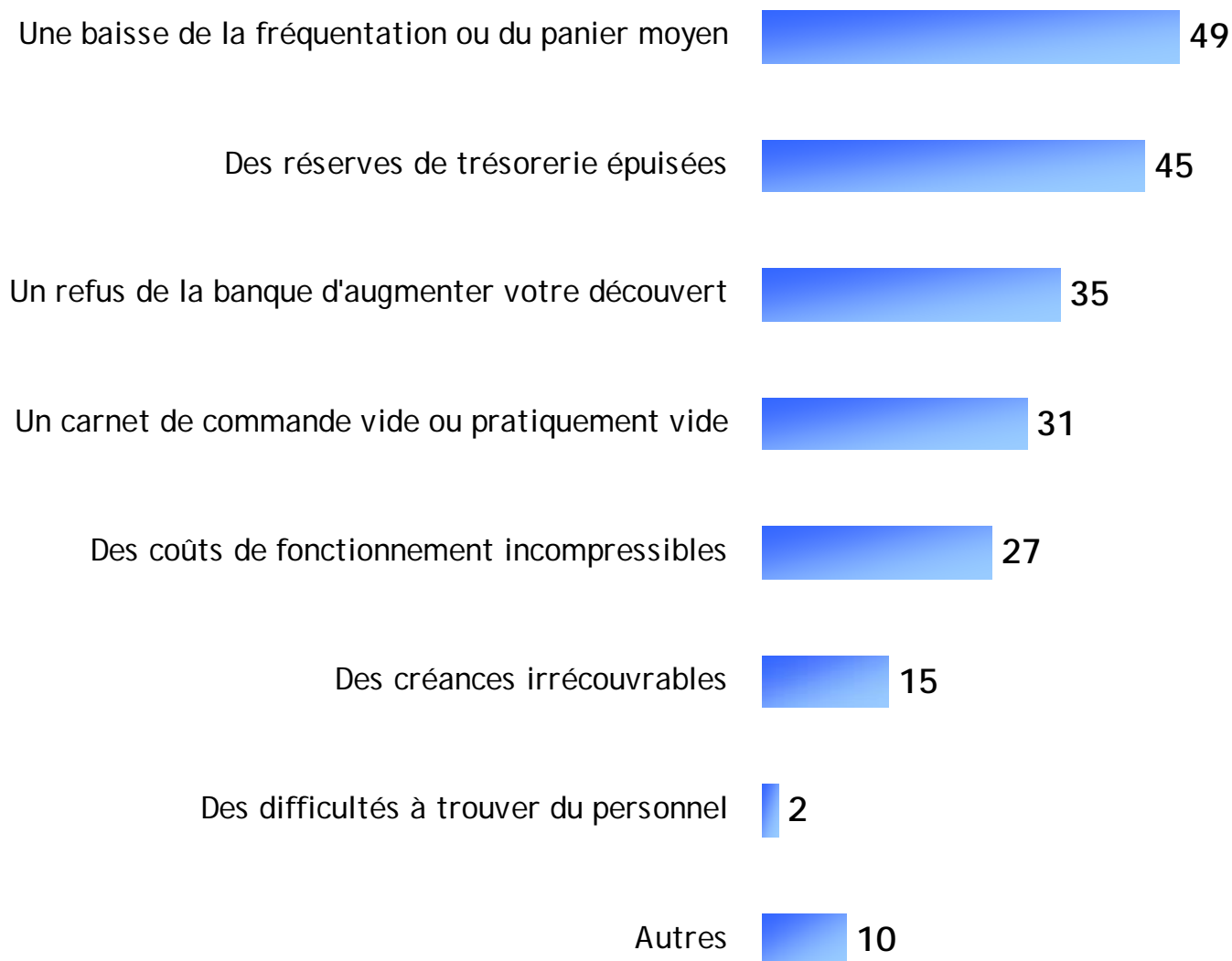
Total envisage de cesser son activité à cause de cette situation préoccupante



Base : question posée aux patrons de TPE jugeant la situation financière de leur entreprise préoccupante

Les raisons de cette situation financière jugée préoccupante

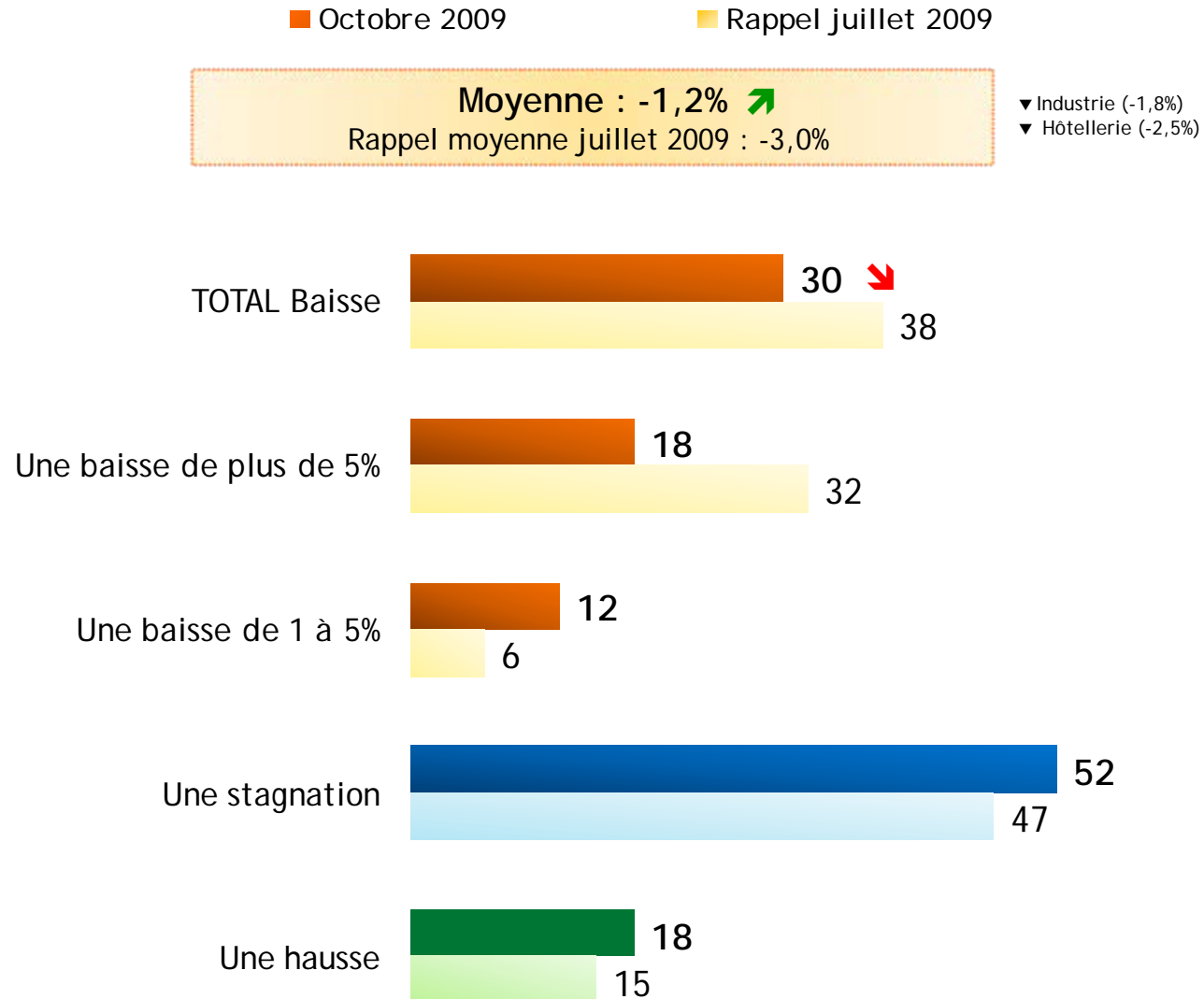
Question : (si situation financière préoccupante) quelles sont les causes de cette situation financière préoccupante ?



Base : question posée aux patrons de TPE jugeant la situation financière de leur entreprise préoccupante

Evolution des recettes et des ventes dans les 3 prochains mois

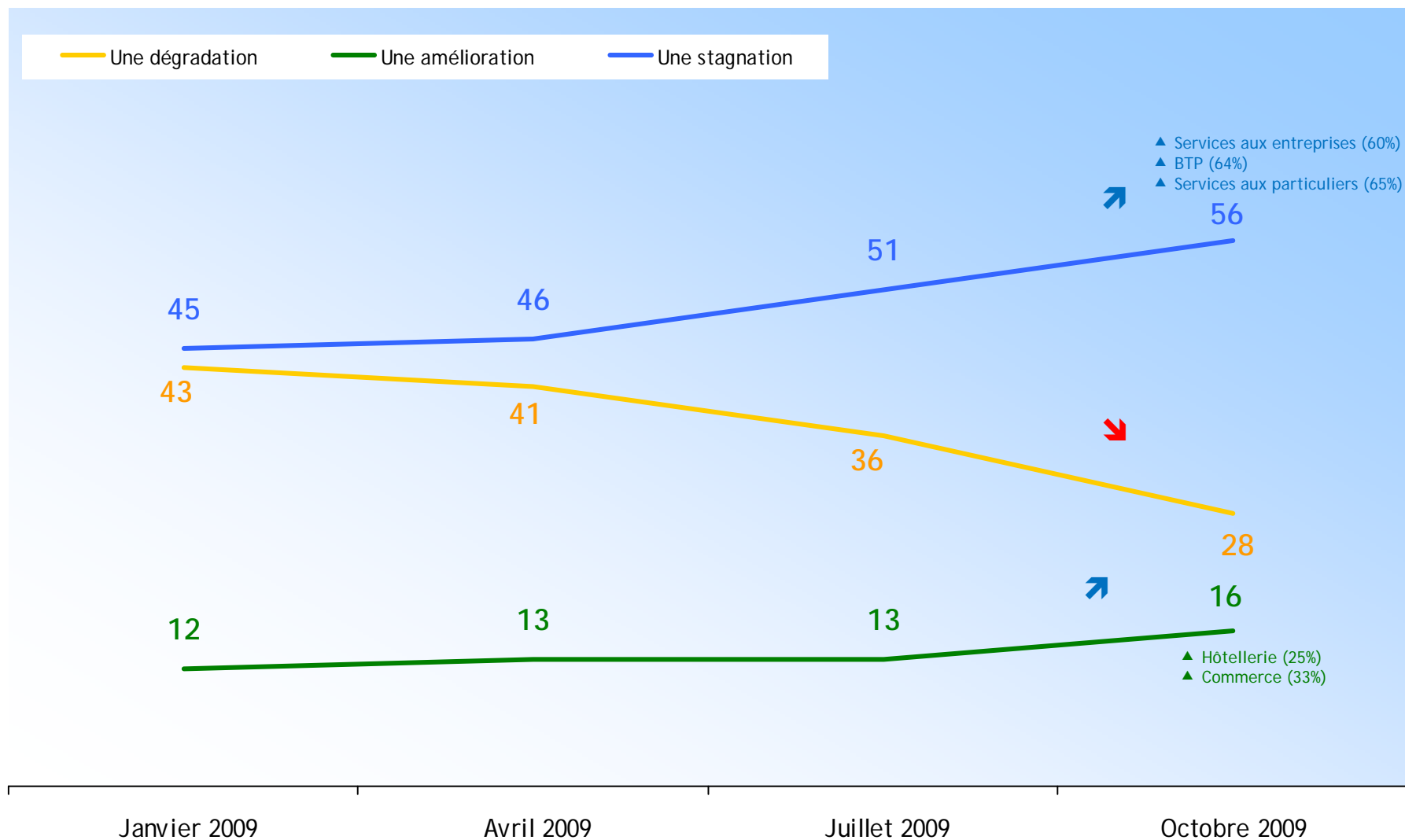
Question : pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, vous envisagez plutôt... ?



Base : ensemble des TPE

Perspectives de trésorerie à 3 mois

Question : Et toujours pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



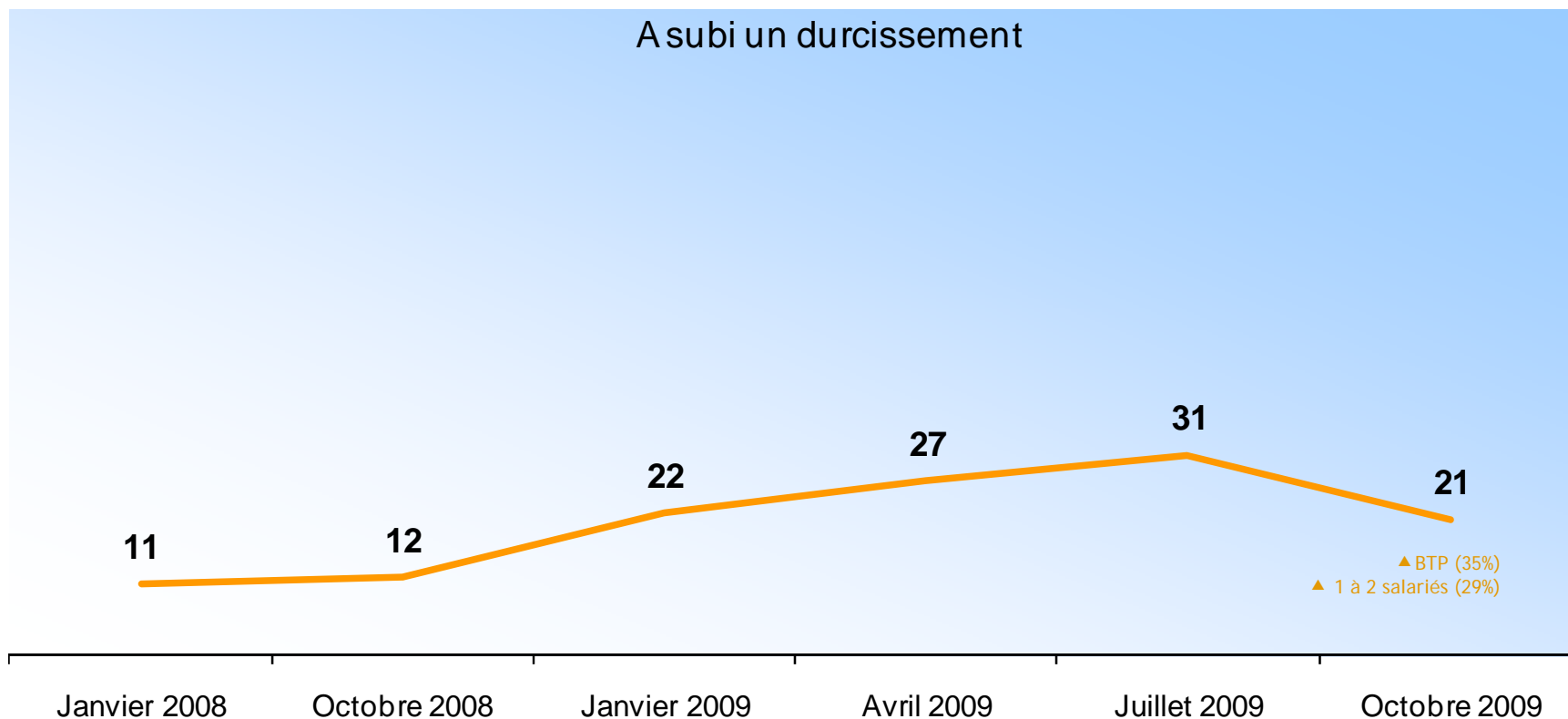
LES RELATIONS DES TPE AVEC LEURS BANQUES

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

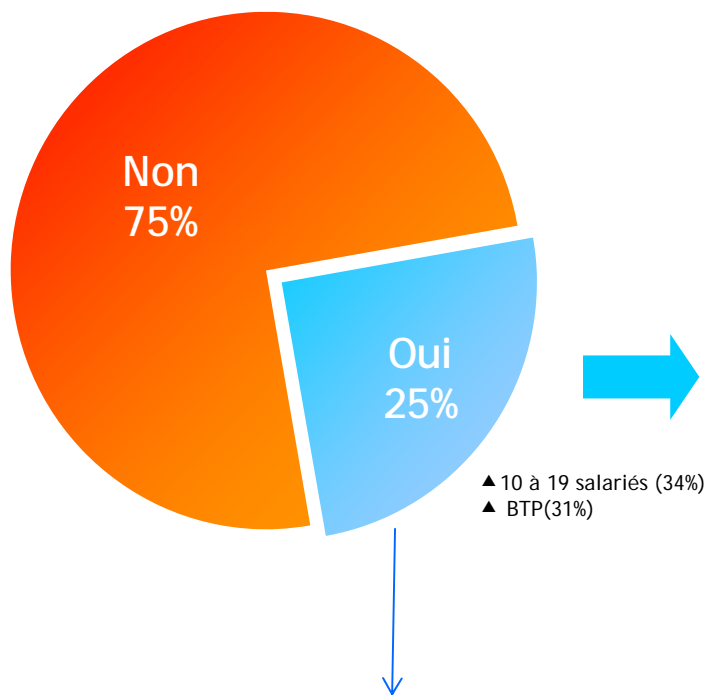
Fléchissement du durcissement des conditions d'accès au crédit

Question : (si a récemment effectué une demande de financement auprès de sa banque) avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ?



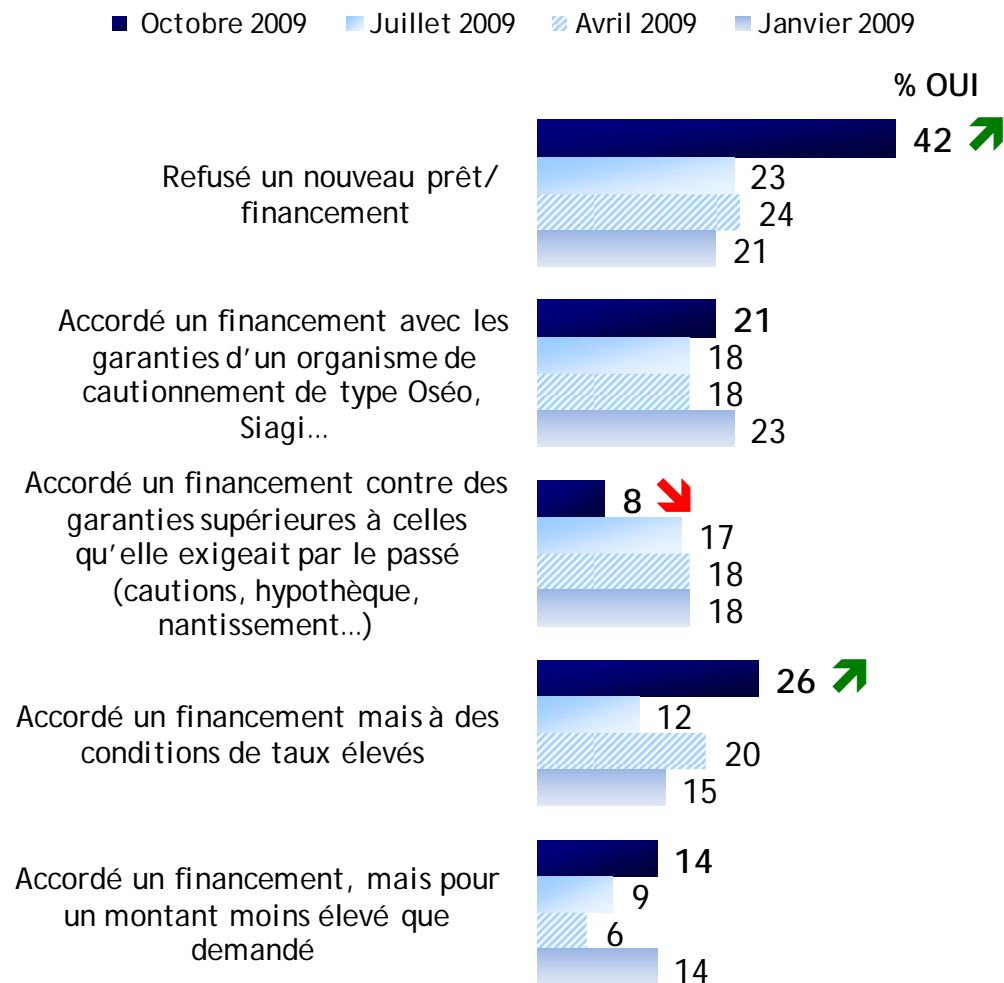
Forte progression des refus d'accorder un nouveau prêt

Question : avez-vous récemment fait une demande de financement auprès de votre banque ?



Rappel juillet 2009 : 28%
 Rappel avril 2009 : 26%
 Rappel janvier 2009 : 28%

Question : (si demande de financement auprès de sa banque) votre banque vous a-t-elle récemment... ?



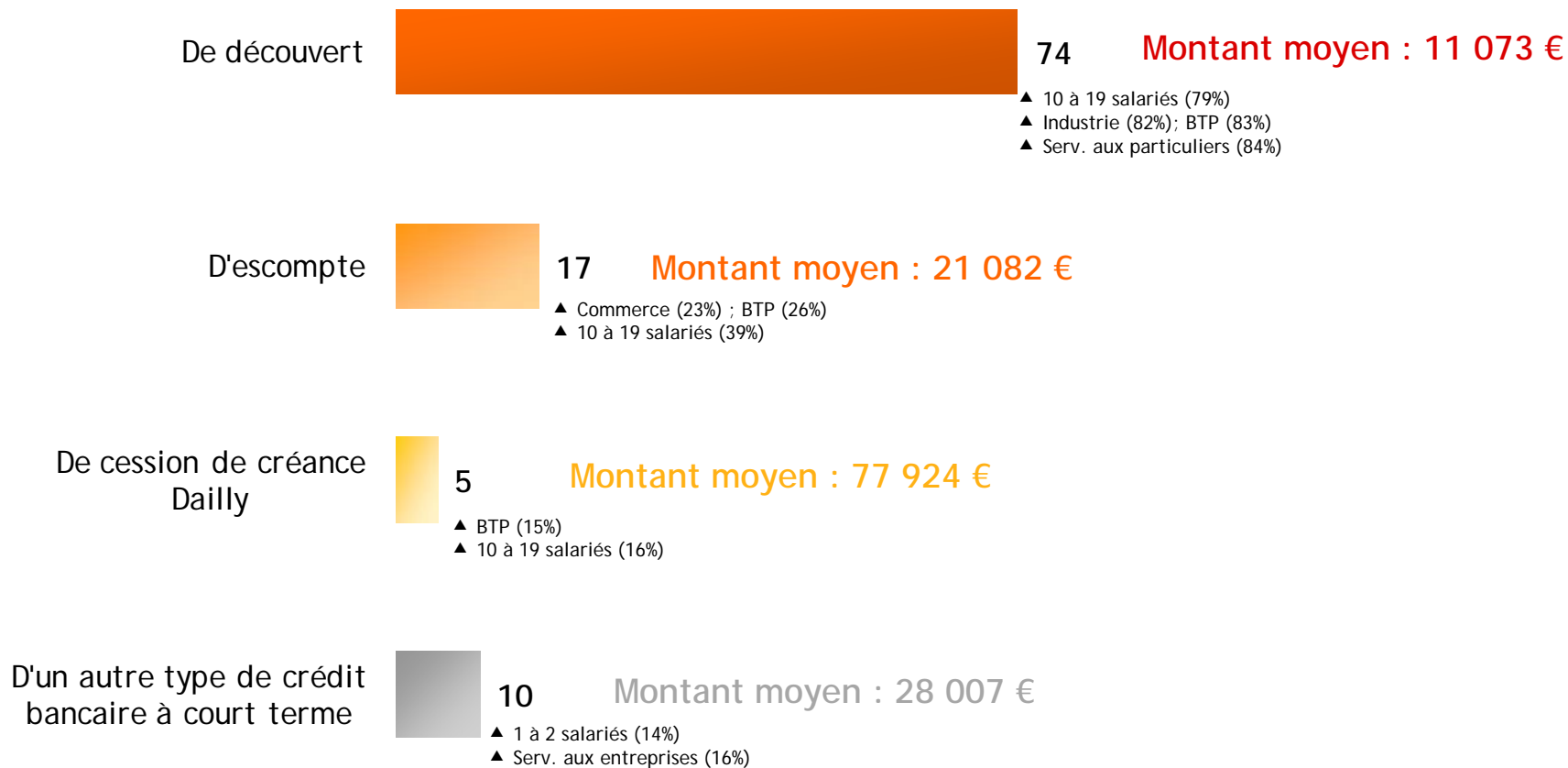
Base : question posée aux patrons de TPE ayant fait une demande de financement auprès de leur banque

Base : ensemble des TPE

Les trois quarts des TPE bénéficient d'une autorisation de découvert

Question : disposez-vous dans votre banque d'une autorisation...? (Si oui) Pour quel montant ?

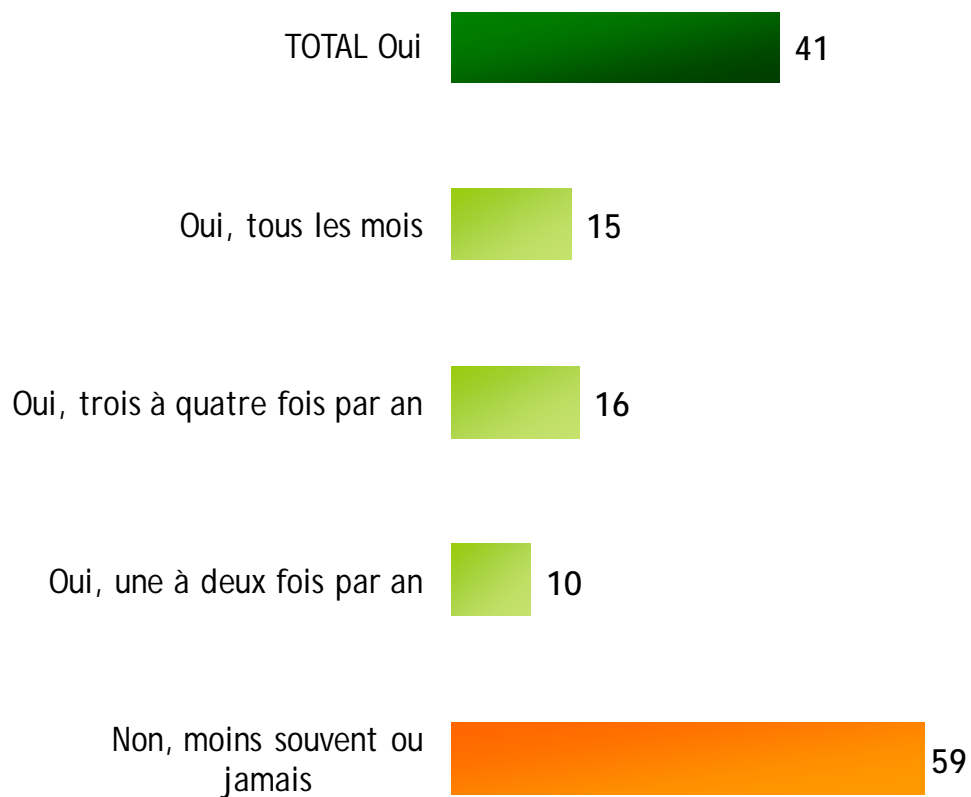
Récapitulatif : Oui



Base : ensemble des TPE

Utilisation et ouverture d'une ligne de crédit de trésorerie à court terme

Question : (si bénéficie d'au moins une autorisation de la part de sa banque) les comptes de votre entreprise sont-ils régulièrement à découvert ou utilisez-vous régulièrement une ligne de crédit de trésorerie à court terme ?



Un cinquième des TPE a demandé une augmentation de l'en-cours de crédit de trésorerie à court terme depuis le début la crise

Récapitulatif : Oui

Question : (si bénéficie d'au moins une autorisation de la part de sa banque) avez-vous depuis le début de la crise demandé une augmentation de l'en-cours de crédit de trésorerie à court terme autorisé ?

A demandé une augmentation de l'en-cours de crédit de trésorerie à court terme autorisé

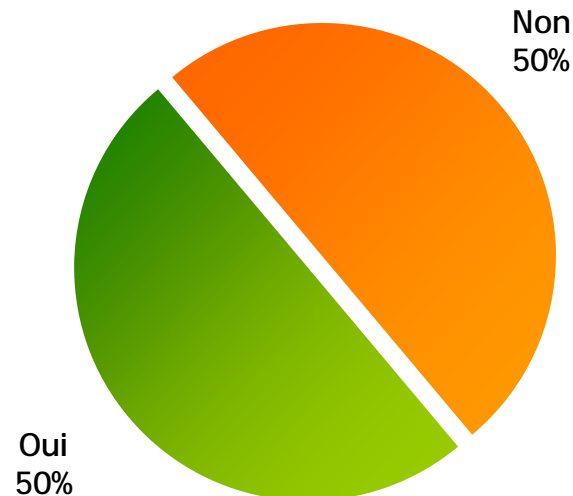


Question : (si bénéficie d'au moins une autorisation de la part de sa banque) pensez-vous demander dans les prochains mois une augmentation de l'en-cours de crédit de trésorerie à court terme autorisé ?

Pense demander une augmentation de l'en-cours de crédit de trésorerie à court terme autorisé



Question : (si a demandé une augmentation de l'en-cours de crédit de trésorerie à court terme autorisé) votre banque a-t-elle accédé à cette demande ?

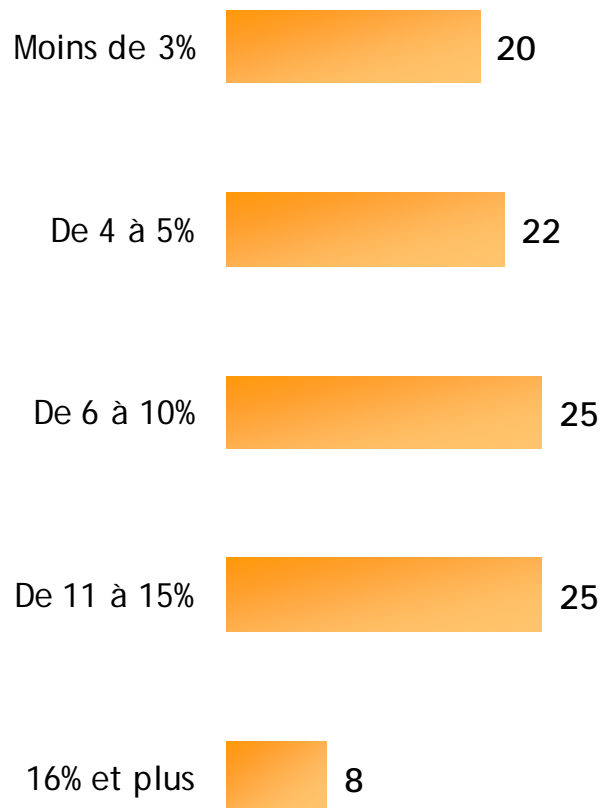


Base : question posée aux patrons de TPE qui bénéficient au moins d'une autorisation de la part de leur banque

Base : question posée aux patrons de TPE qui ont demandé une augmentation de l'en-cours de crédit de trésorerie à court terme autorisé

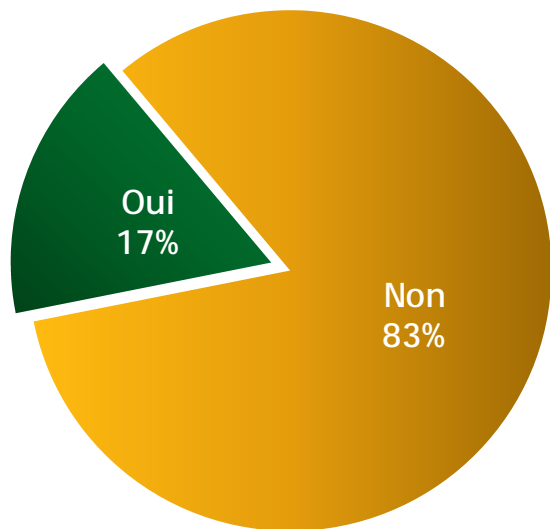
Taux d'agios supportés par les TPE

Question : (si bénéficie au moins d'une autorisation de la part de sa banque) et quel est le taux pratiqué par votre banque en ce qui concerne vos agios, en pourcentage ?

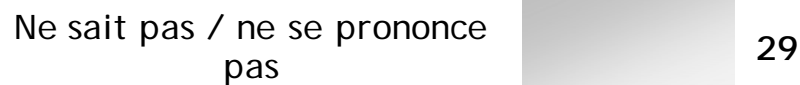


Des excédents de trésorerie disponibles rarement rémunérés

Question : votre banque rémunère-t-elle vos excédents de trésorerie disponibles sur votre compte ?



Question : (si la banque rémunère les excédents de trésorerie disponibles sur le compte) a quel taux en pourcentage ?

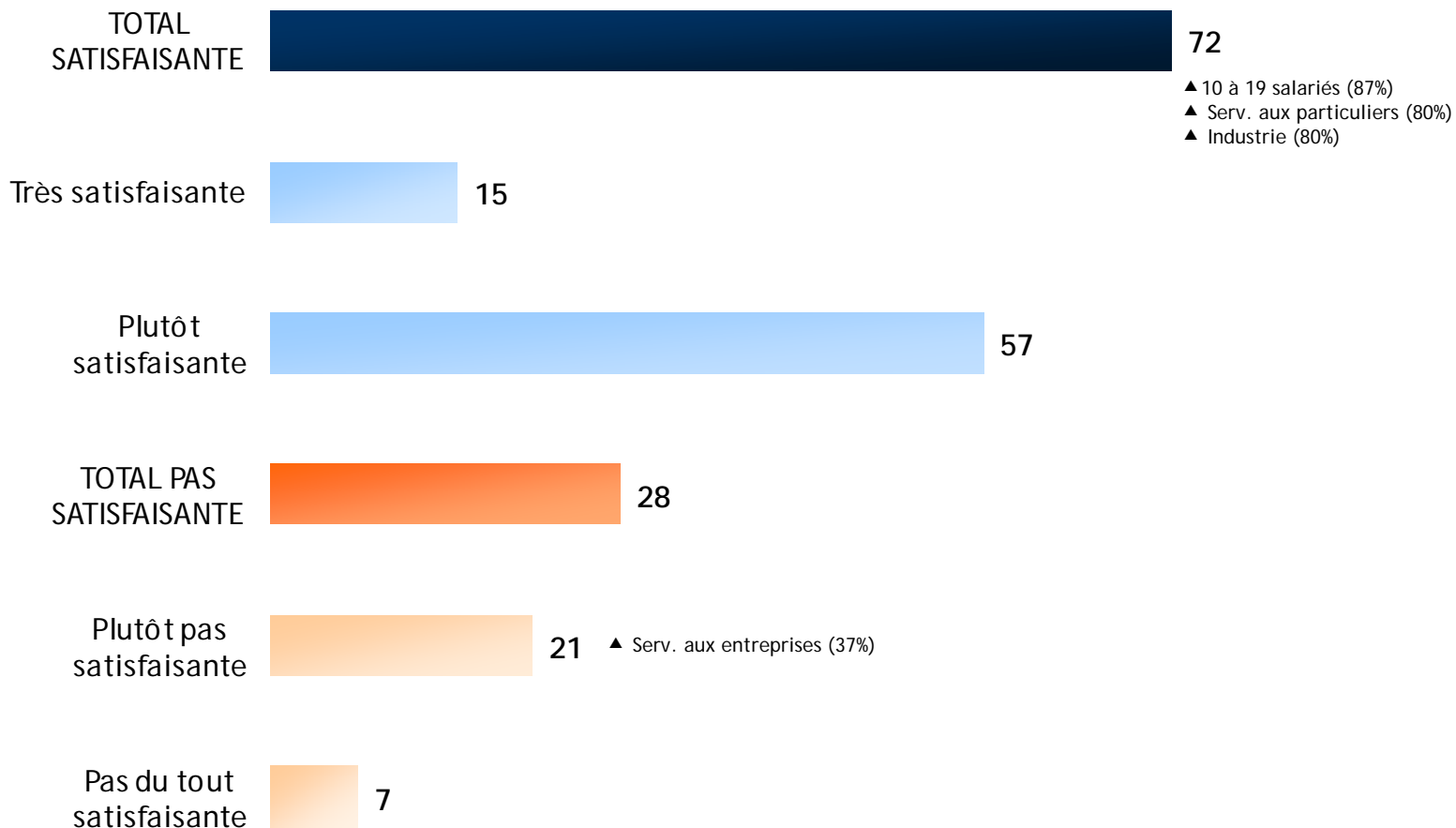


Base : ensemble des TPE

Base : question posée aux patrons de TPE dont la banque rémunère les excédents de trésorerie disponibles sur le compte

Relation avec leur banque : des TPE globalement satisfaites

Question : comment jugez-vous votre relation avec votre banque ?



Base : ensemble des TPE

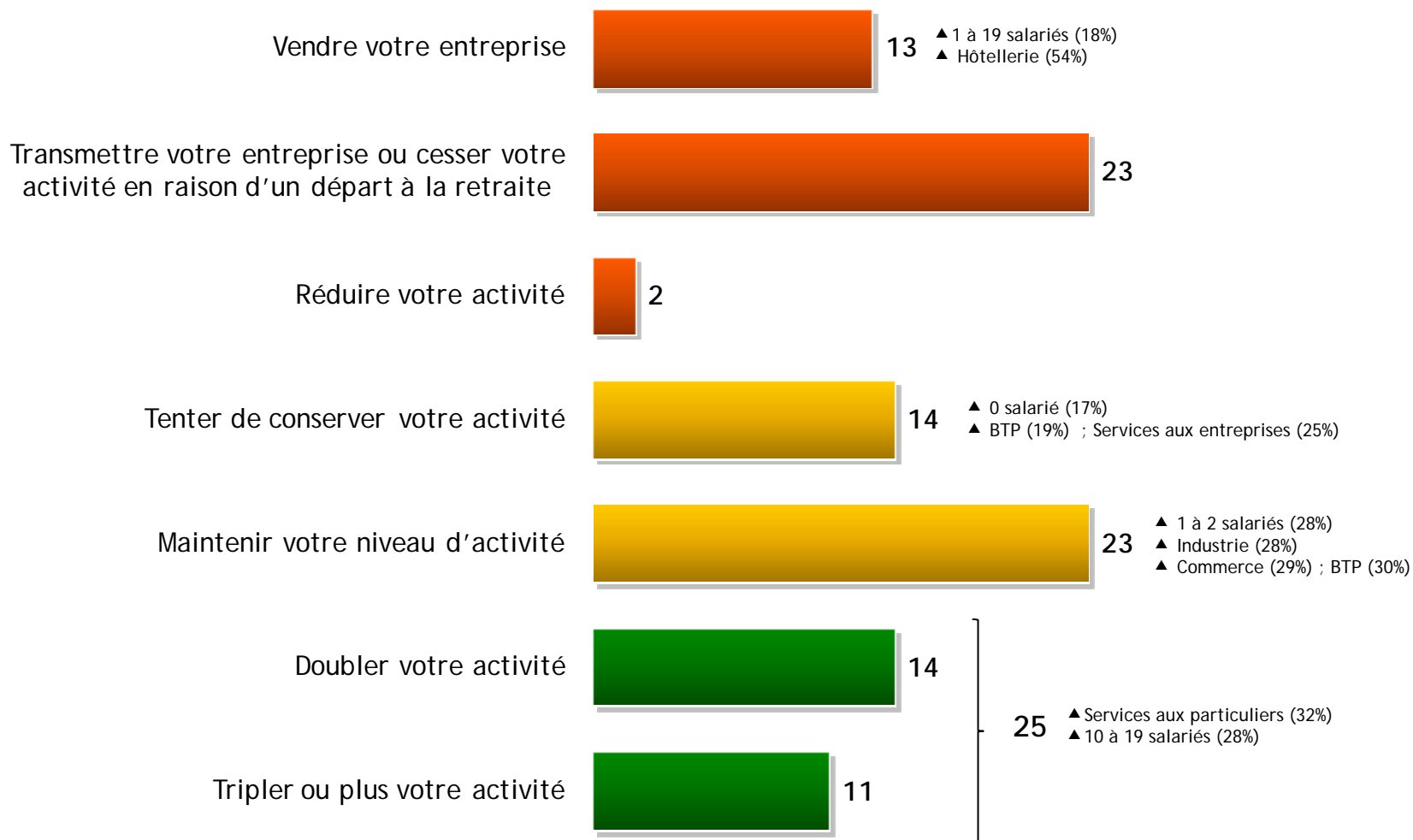
LES CAPITAUX PROPRES DES TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Projets des patrons de TPE pour leur entreprise à 10 ans

Question : en ce qui concerne votre entreprise, quels sont vos projets pour les 10 prochaines années ?



Base : ensemble des TPE

Le maintien envisagé du niveau d'activité s'explique en premier lieu par une taille d'entreprise jugée satisfaisante

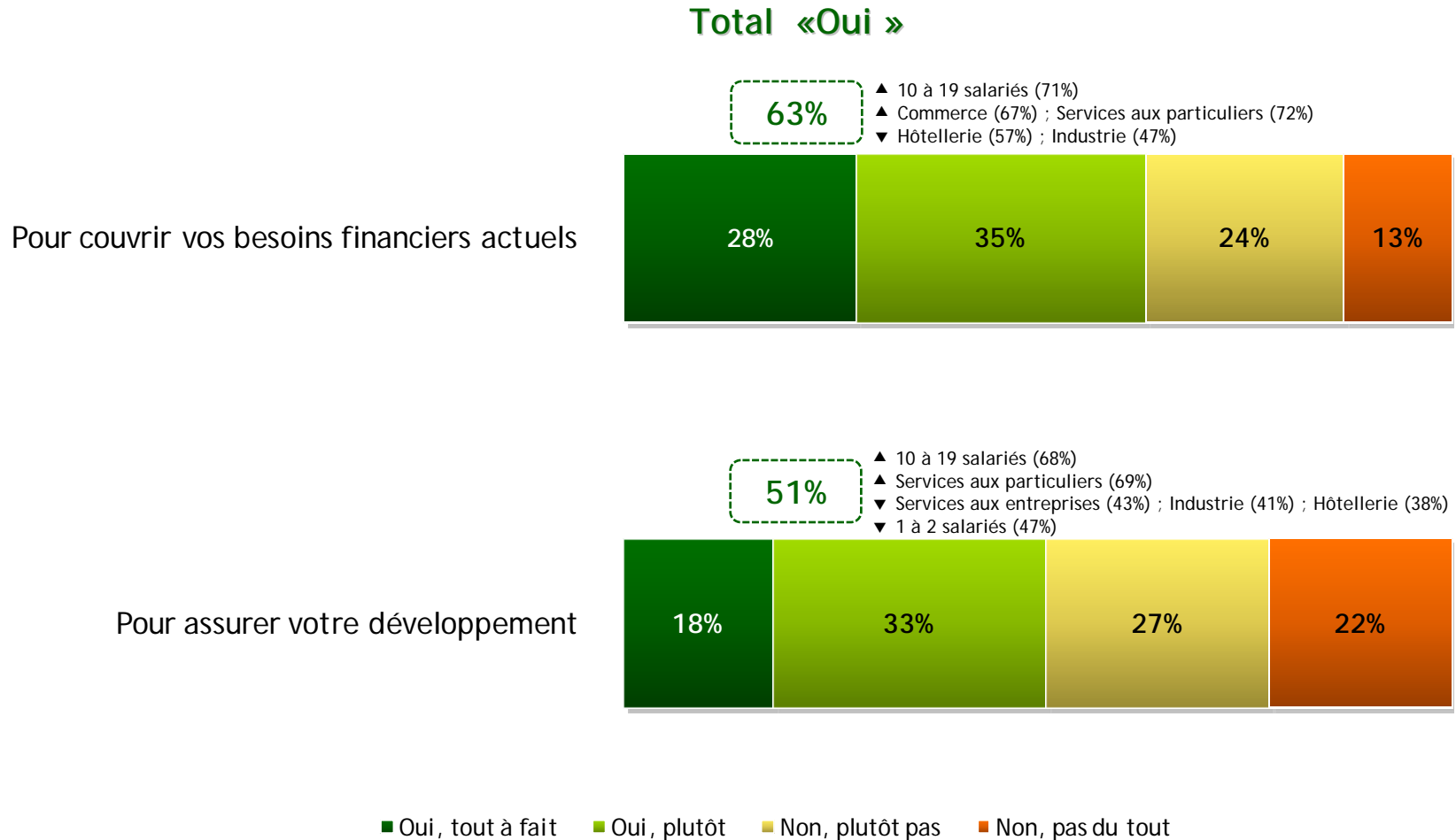
Question : (si souhaite réduire ou maintenir son niveau d'activité) pour quelles raisons n'envisagez-vous pas de faire croître votre entreprise ?



Base : question posée aux patrons de TPE en société déclarant qu'ils souhaitent réduire ou maintenir leur niveau d'activité au cours des dix prochaines années.

Jugement des patrons de TPE sur le niveau des capitaux propres de leur entreprise

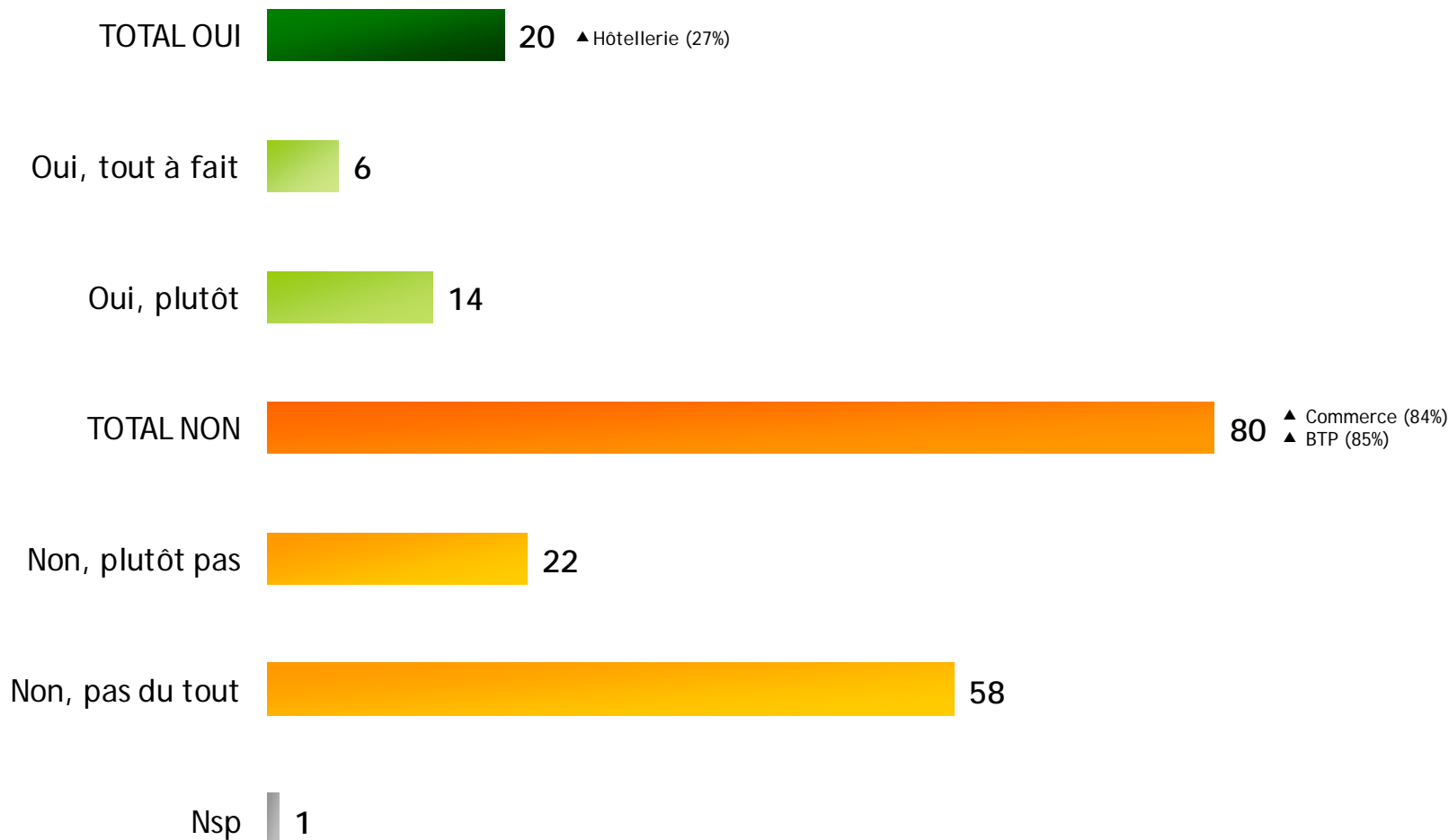
Question : selon vous, les capitaux propres de votre entreprise sont-ils actuellement suffisants... ?



Base : ensemble des TPE

Des TPE peu concernées par le plan PME de deux milliards d'euros

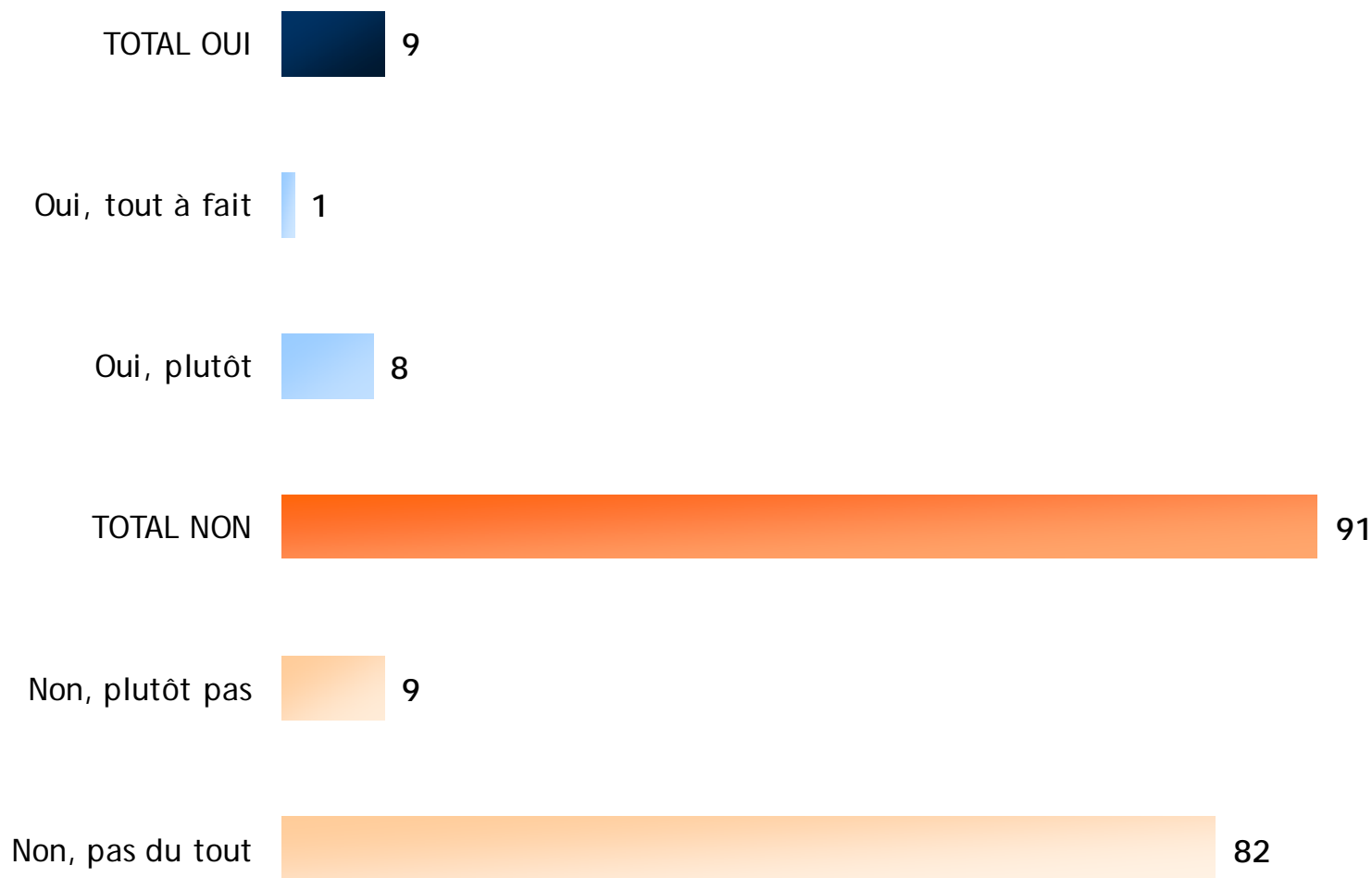
Question : le 5 octobre dernier, Nicolas Sarkozy a annoncé dans le cadre d'un plan PME que deux milliards d'euros vont être mis à la disposition des PME, soit sous la forme de prise de participation au capital via le fond stratégique d'investissement, soit sous la forme de prêts participatifs via Oséo. Vous sentez-vous directement concerné par cette annonce ?



Base : ensemble des TPE

Des dirigeants massivement hostiles à l'entrée d'un nouvel actionnaire comme l'Etat dans le capital de leur entreprise

Question : (si en société et prévoit de doubler ou tripler son activité au cours des dix prochaines années) seriez-vous favorable à l'entrée d'un nouvel actionnaire comme l'Etat dans le capital de votre entreprise, afin de financer votre croissance ?



Base : question posée aux patrons de TPE qui exercent en société et qui prévoient de doubler ou tripler leur activité au cours des dix prochaines années

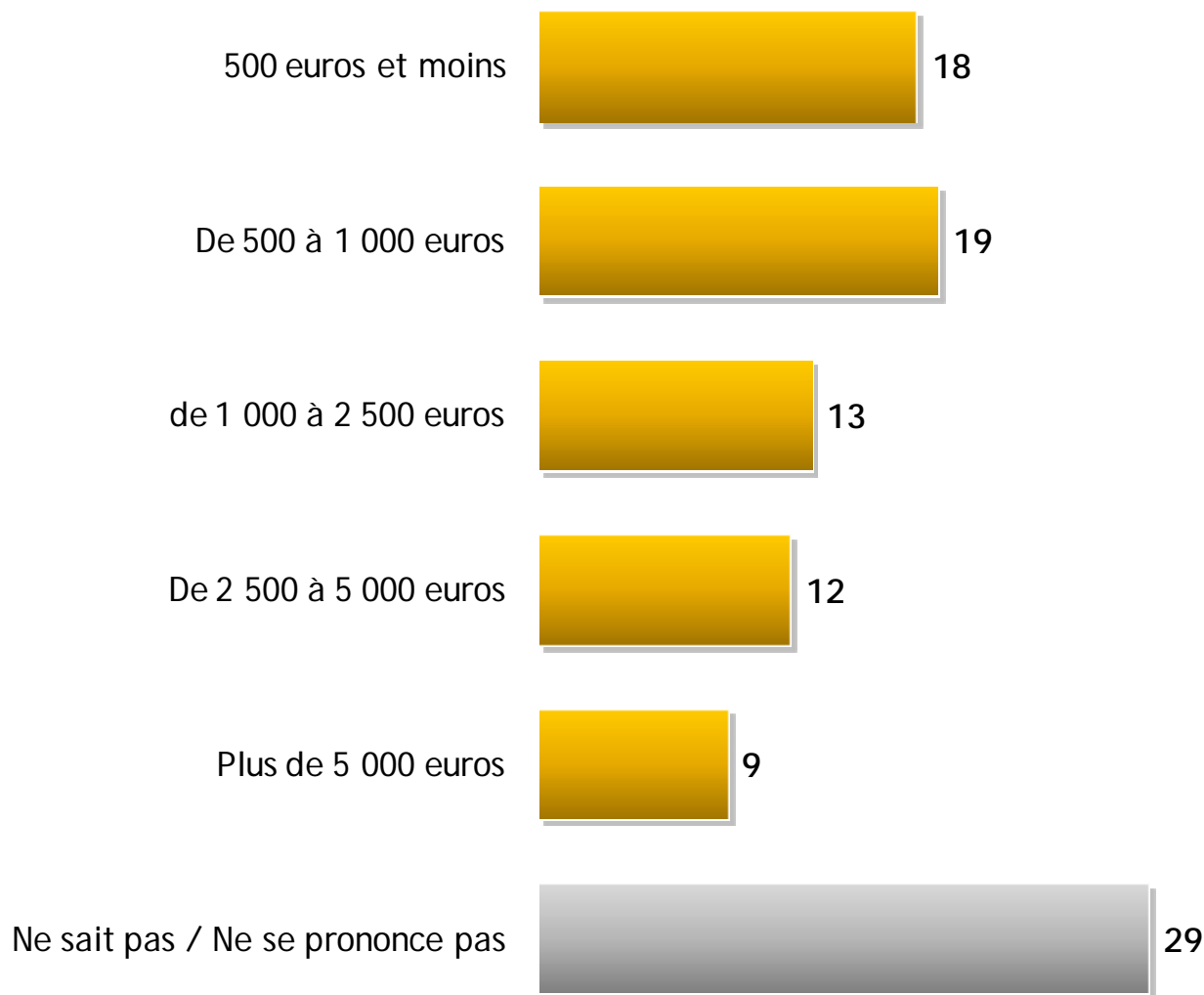
LA TAXE PROFESSIONNELLE ET LA TAXE CARBONE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Montant de la taxe professionnelle payée par les TPE

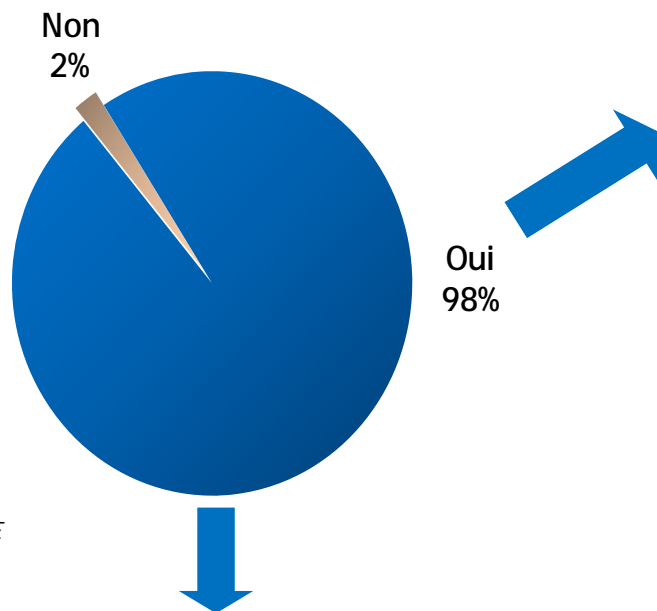
Question : d'après ce que vous en savez, quel est le montant de la taxe professionnelle acquittée par votre entreprise au titre d'une année (en euros) ?



Base : ensemble des TPE

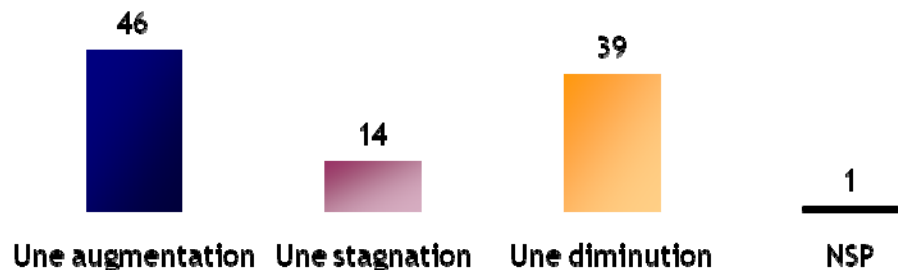
Réforme de la taxe professionnelle : près d'une TPE sur deux anticipe une augmentation de sa contribution

Question : Nicolas Sarkozy a annoncé la suppression de la taxe professionnelle en 2010. En avez-vous entendu parler ?



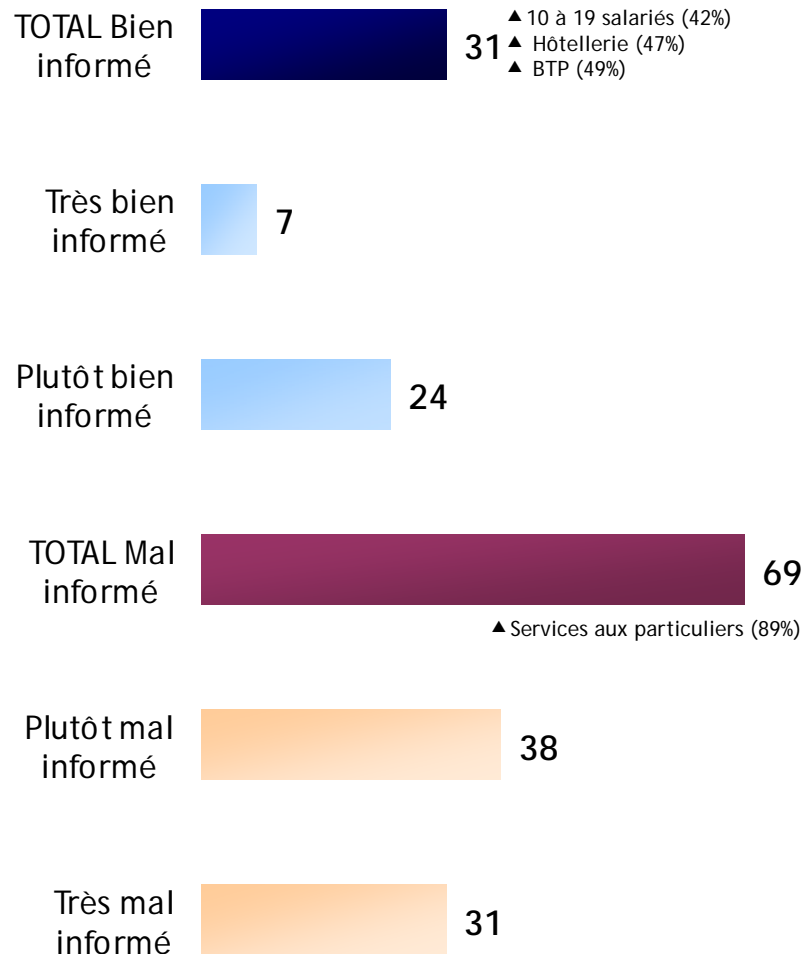
Base : ensemble des TPE

Question : et d'après ce que vous en savez, cette réforme se traduira-t-elle par une diminution, une augmentation ou une stagnation de la contribution payée par votre entreprise au titre de la taxe professionnelle ?



Base : question posée aux TPE déclarant avoir entendu parler de la suppression de la taxe professionnelle en 2010

Question : (si a entendu parler de la suppression de la taxe professionnelle en 2010) vous personnellement, diriez-vous que vous êtes très bien, assez bien, assez mal ou très mal informé sur la réforme de la taxe professionnelle et ses conséquences pour votre entreprise ?



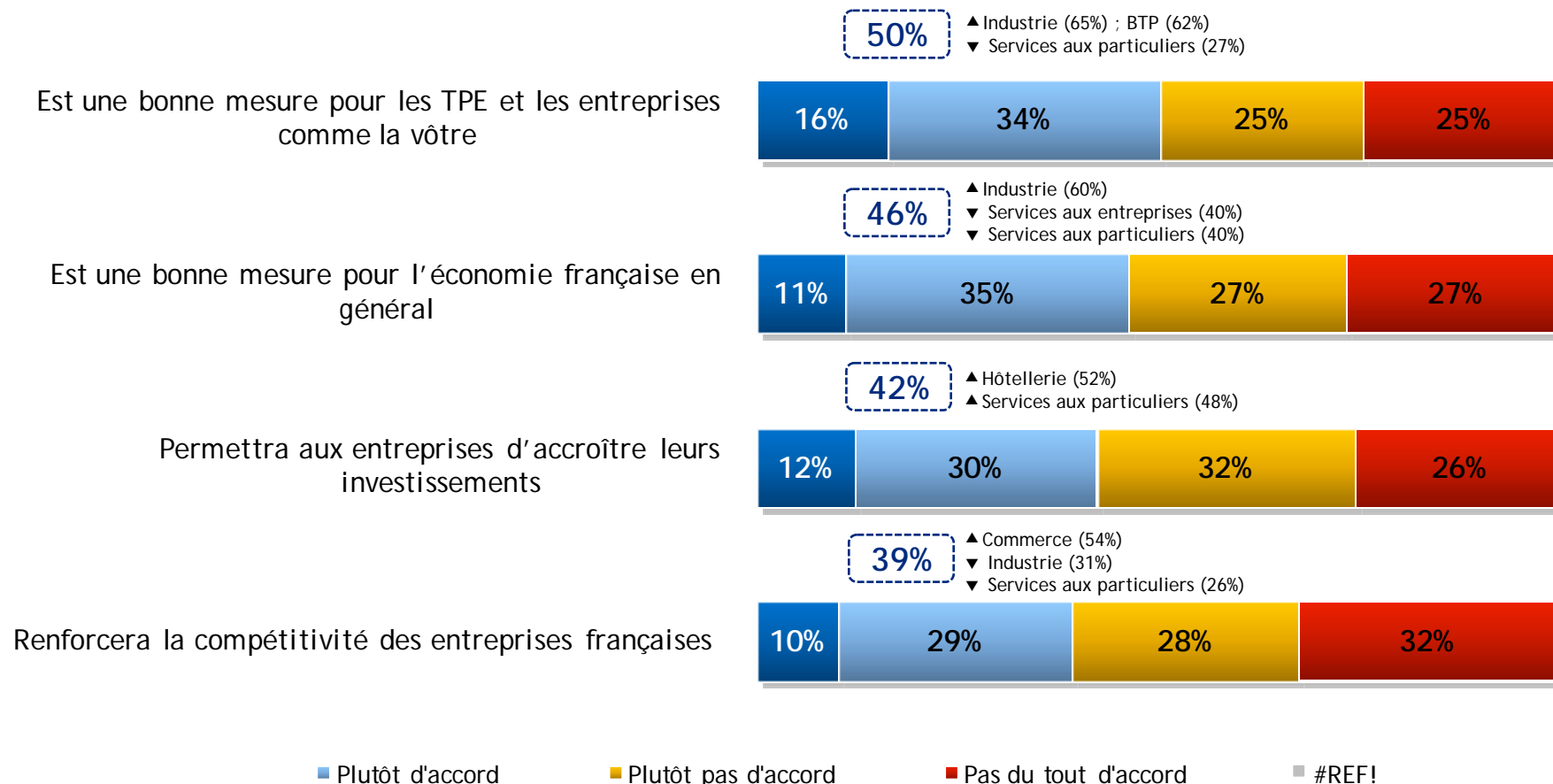
Base : question posée aux TPE déclarant avoir entendu parler de la suppression de la taxe professionnelle en 2010

Réforme de la taxe professionnelle : les TPE doutent de son efficacité

Mise à niveau : la taxe professionnelle sera remplacée par une « Cotisation Economique Territoriale » (CET). La CET, versée par les entreprises, reposera d'une part sur le foncier (cotisation locale d'activité) et d'autre part sur la valeur ajoutée (cotisation complémentaire).

Question : êtes-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes ?

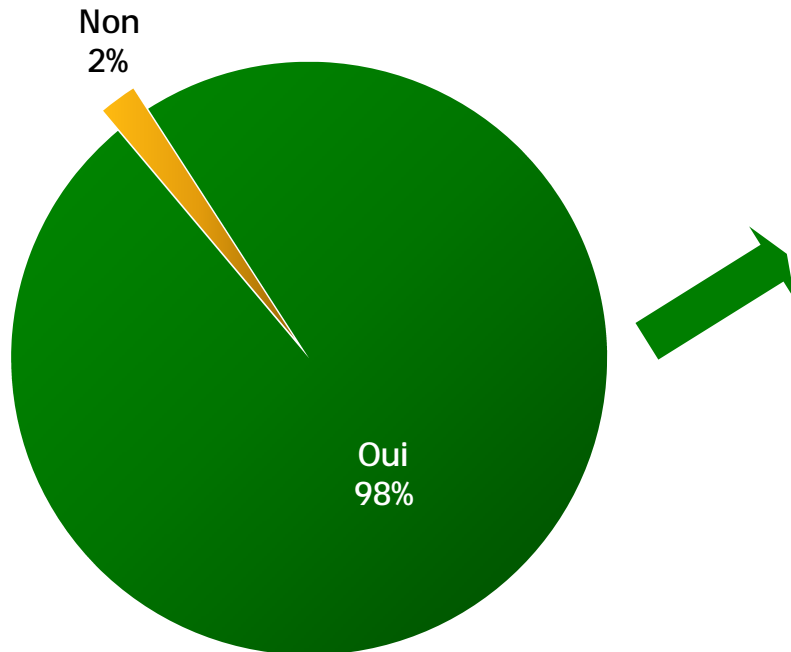
Total d'accord



Base : ensemble des TPE

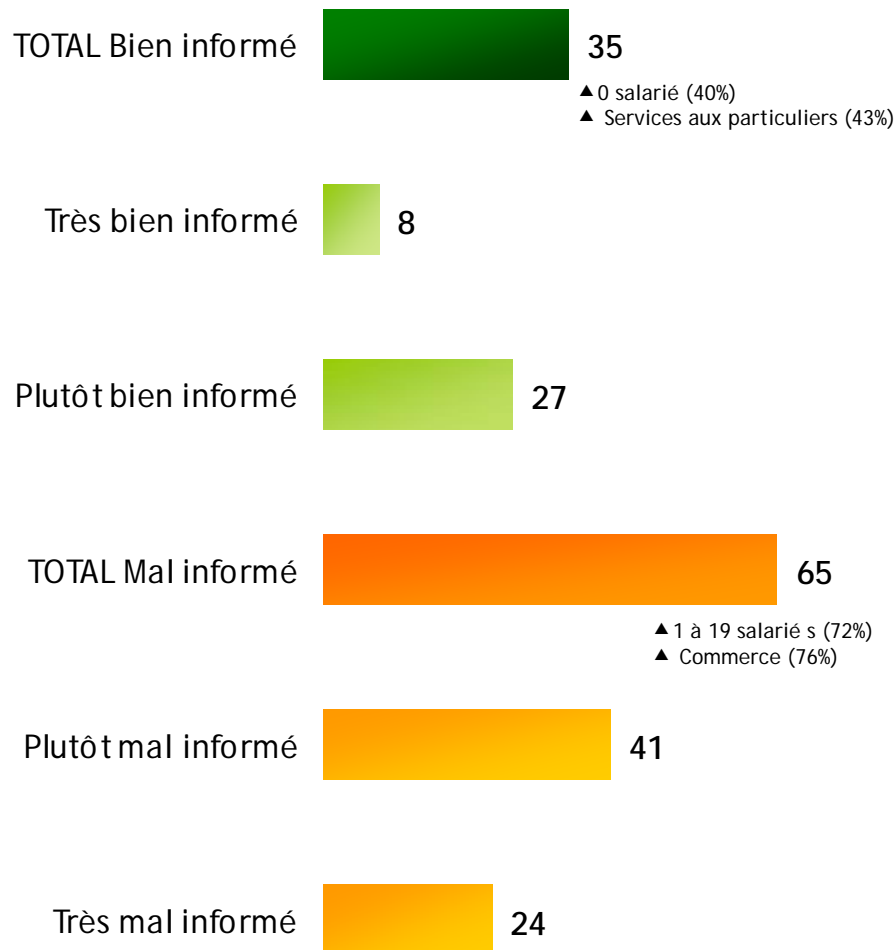
Taxe carbone : des TPE en mal d'information

Question : le Gouvernement a annoncé la création d'une taxe carbone. En avez-vous déjà entendu parler ?



Base : ensemble des TPE

Question : (si a entendu parler de la taxe carbone) vous personnellement, diriez-vous que vous êtes très bien, assez bien, assez mal ou très mal informé sur l'instauration de la taxe carbone et ses conséquences pour votre entreprise ?

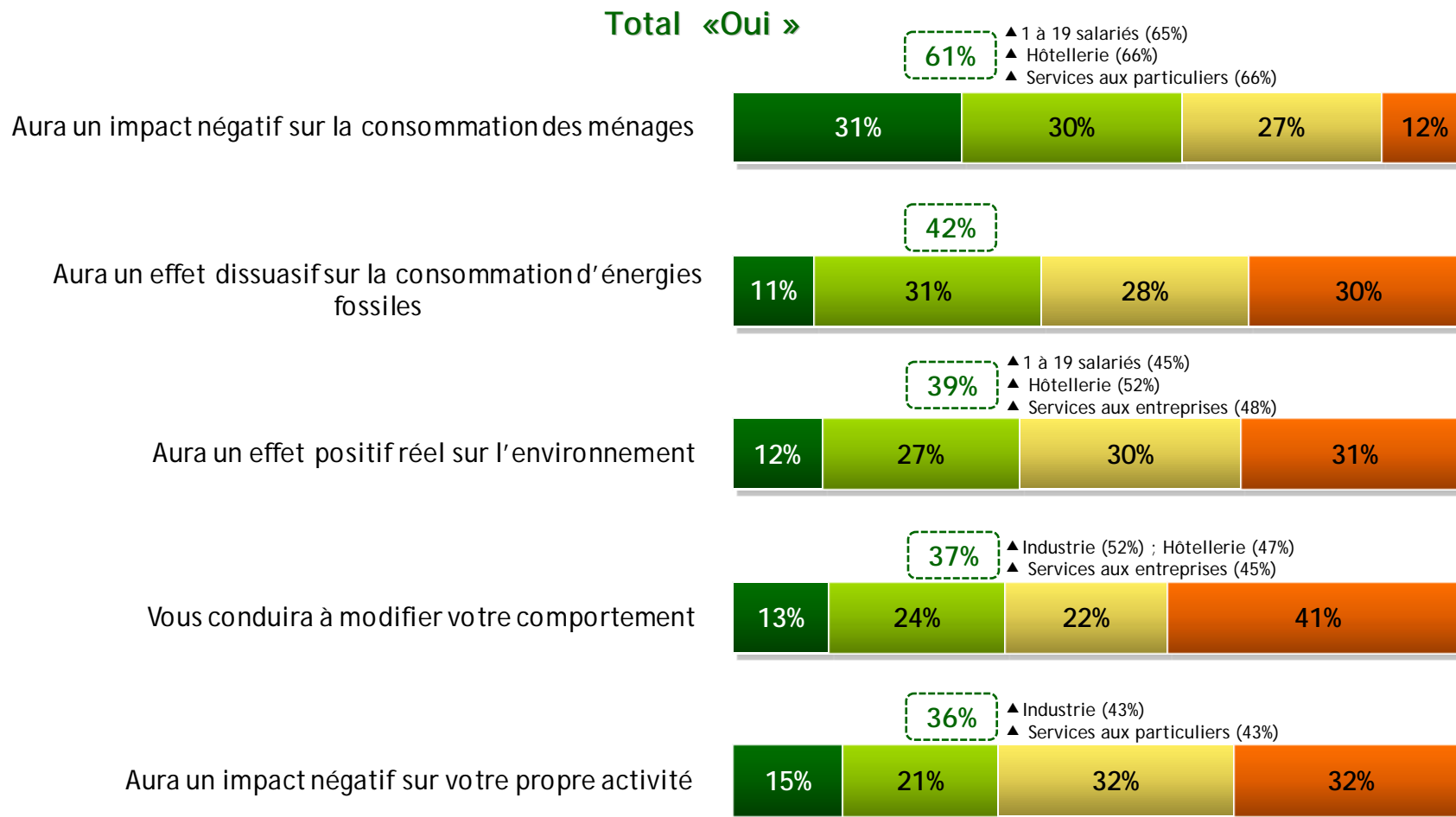


Base : question posée aux TPE déclarant avoir entendu parler de la taxe carbone

La taxe carbone suscite des jugements majoritairement négatifs

Mise à niveau : Nicolas Sarkozy a fixé, le 10 septembre dernier, le montant de la taxe carbone, ou Contribution Climat Energie, à 17 euros par tonne de CO2 consommée. Cette taxe concerne les énergies fossiles (les carburants, le gaz) et s'ajoutera au prix de vente de ces produits à partir du 1er janvier prochain.

Question : vous personnellement, diriez-vous que cette taxe carbone ou Contribution Climat Energie... ?



Base : ensemble des TPE

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout

LE BILAN DE NICOLAS SARKOZY A MI-MANDAT

Note de lecture

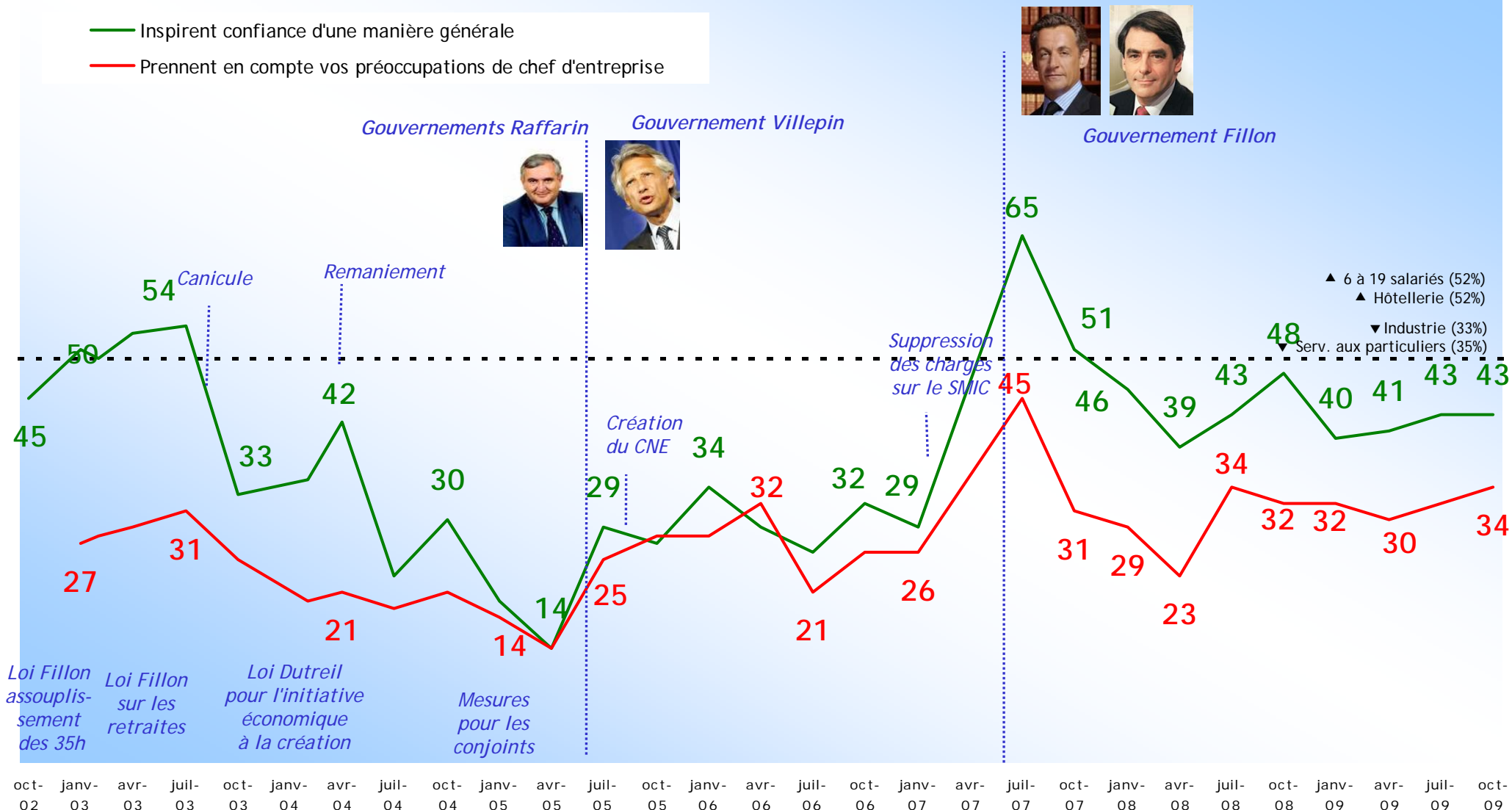
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Confiance dans le gouvernement et prise en compte des préoccupations des patrons de TPE

Question : à propos des mesures / actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement, diriez-vous qu'elles inspirent confiance tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance ?

% de bonne opinion

- Inspirent confiance d'une manière générale
- Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise



Priorité à la réduction du déficit budgétaire

Question : dans le contexte économique actuel, diriez-vous que... ?



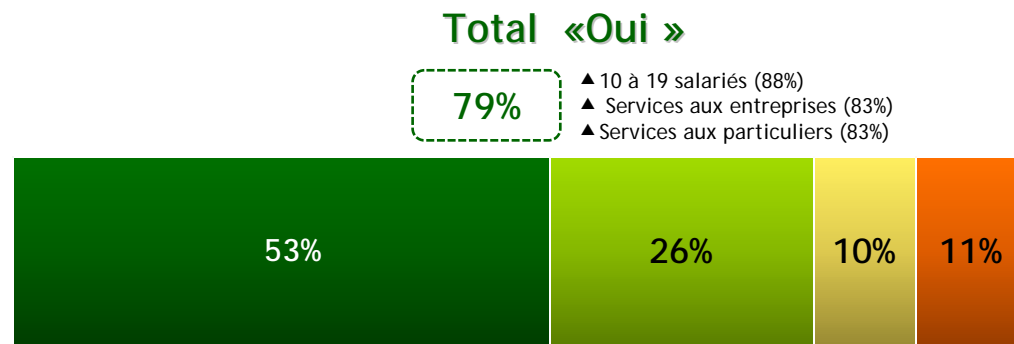
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 36 - Octobre / Novembre / Décembre 2009

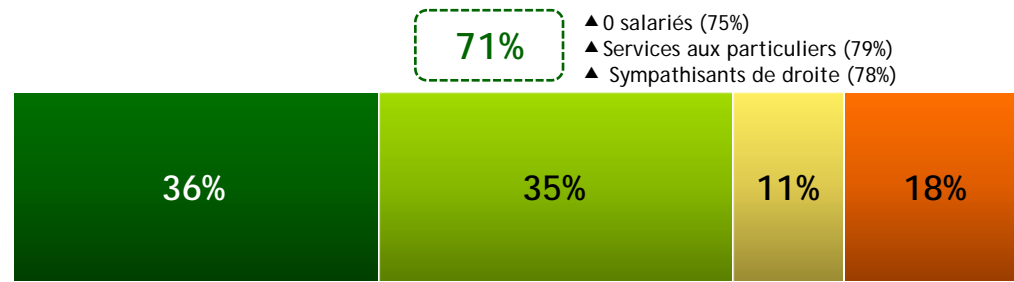
Les TPE souhaitent bénéficier du grand emprunt

Question : Nicolas Sarkozy a décidé de lancer un grand emprunt pour financer des projets d'avenir pour la France. Considérez-vous que... ?

Ce grand emprunt doit être conditionné à la réduction parallèle des dépenses publiques



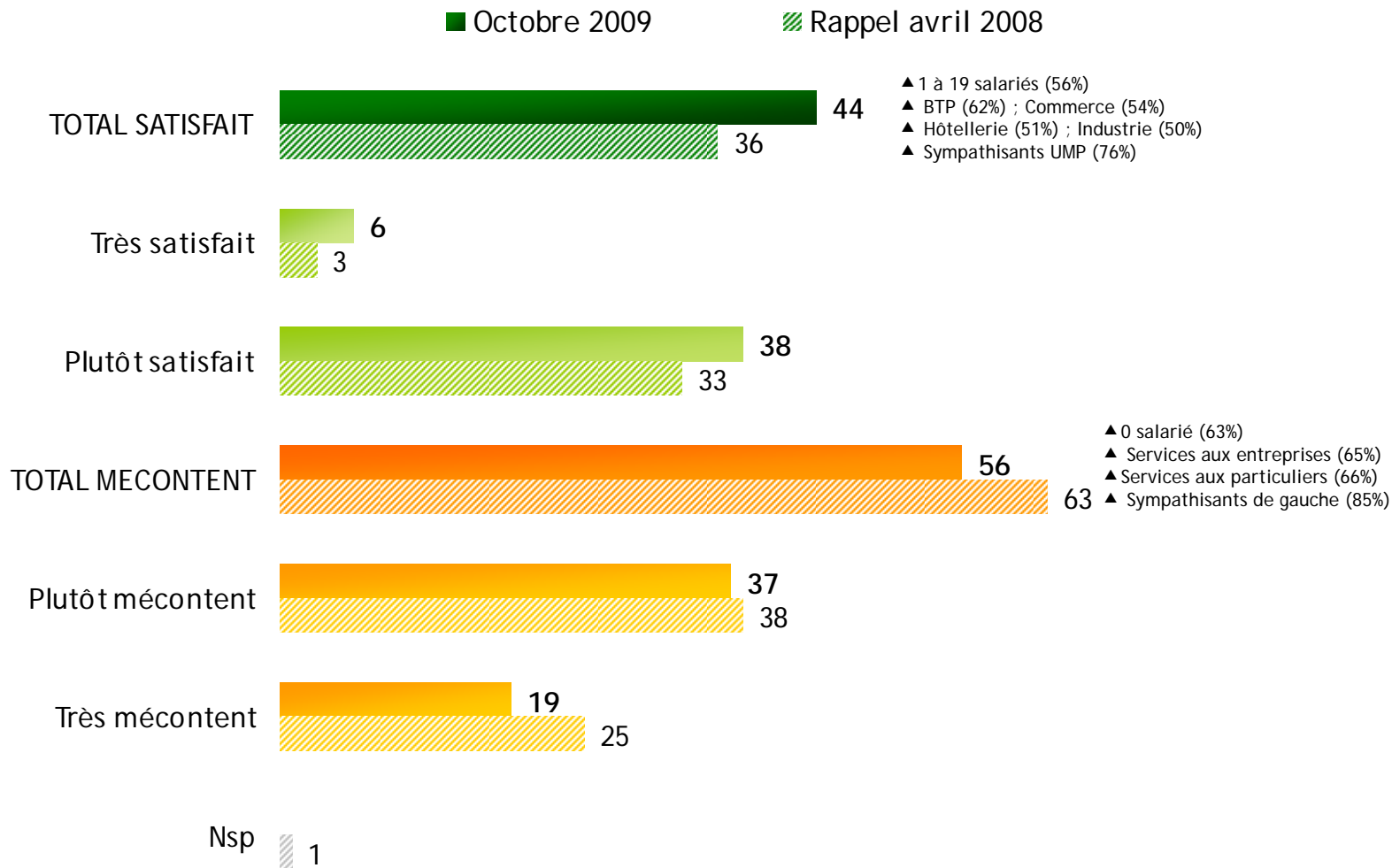
Une partie de ce grand emprunt doit être utilisée pour renforcer les capitaux propres des petites entreprises



■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout

Regain de satisfaction à l'égard de l'action de Nicolas Sarkozy

Question : au total, deux ans et demi après l'élection de Nicolas Sarkozy comme président de la République, diriez-vous que vous êtes très satisfait, plutôt satisfait, plutôt mécontent ou très mécontent de son action ?

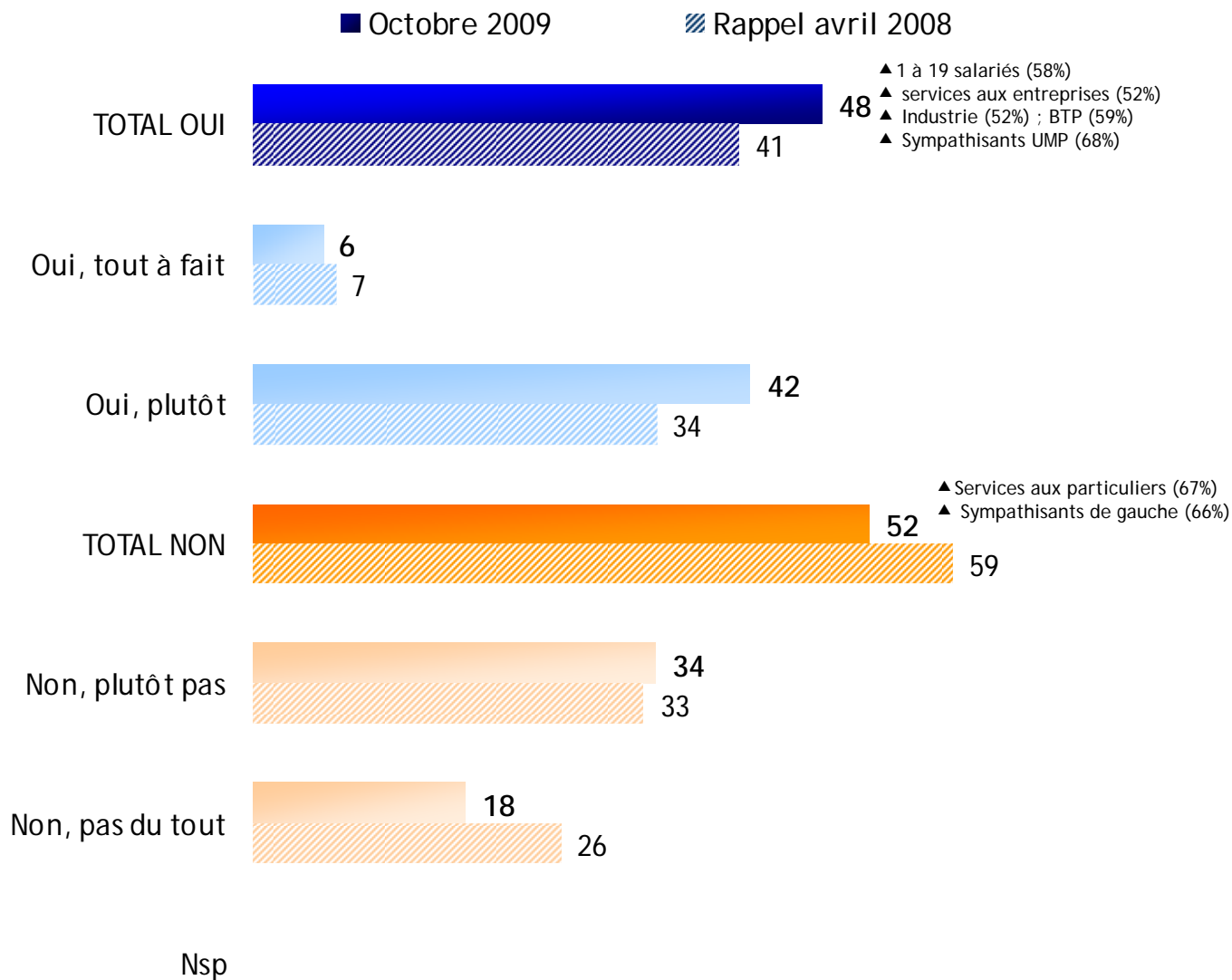


Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 36 - Octobre / Novembre / Décembre 2009

Tenue des engagements de campagne : les jugements positifs progressent

Question : selon vous, Nicolas Sarkozy a-t-il tenu, depuis son élection comme président de la République, les engagements qu'il avait pris durant la campagne électorale de 2007 ?



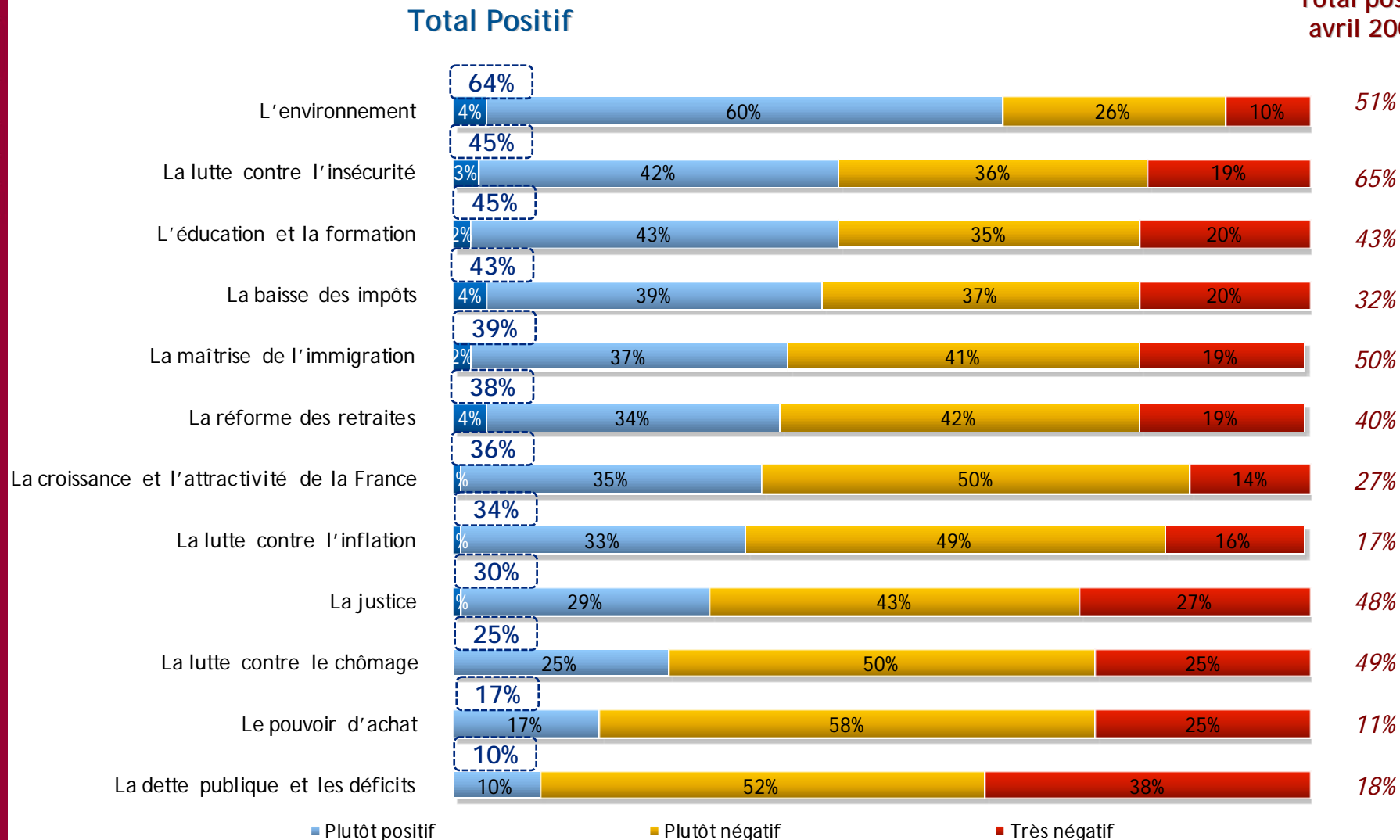
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 36 - Octobre / Novembre / Décembre 2009

Bilan de Nicolas Sarkozy dans différents domaines

Question : pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que le bilan de Nicolas Sarkozy depuis son élection à la présidence de la République est positif ou négatif ?

Rappel
Total positif
avril 2008



Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 36 - Octobre / Novembre / Décembre 2009

La taxe carbone, la suppression de la taxe professionnelle et la réforme des retraites dominant le classement des mesures saluées par les TPE

Question : quelle est la réforme de Nicolas Sarkozy depuis son élection qui vous a le plus satisfait ?

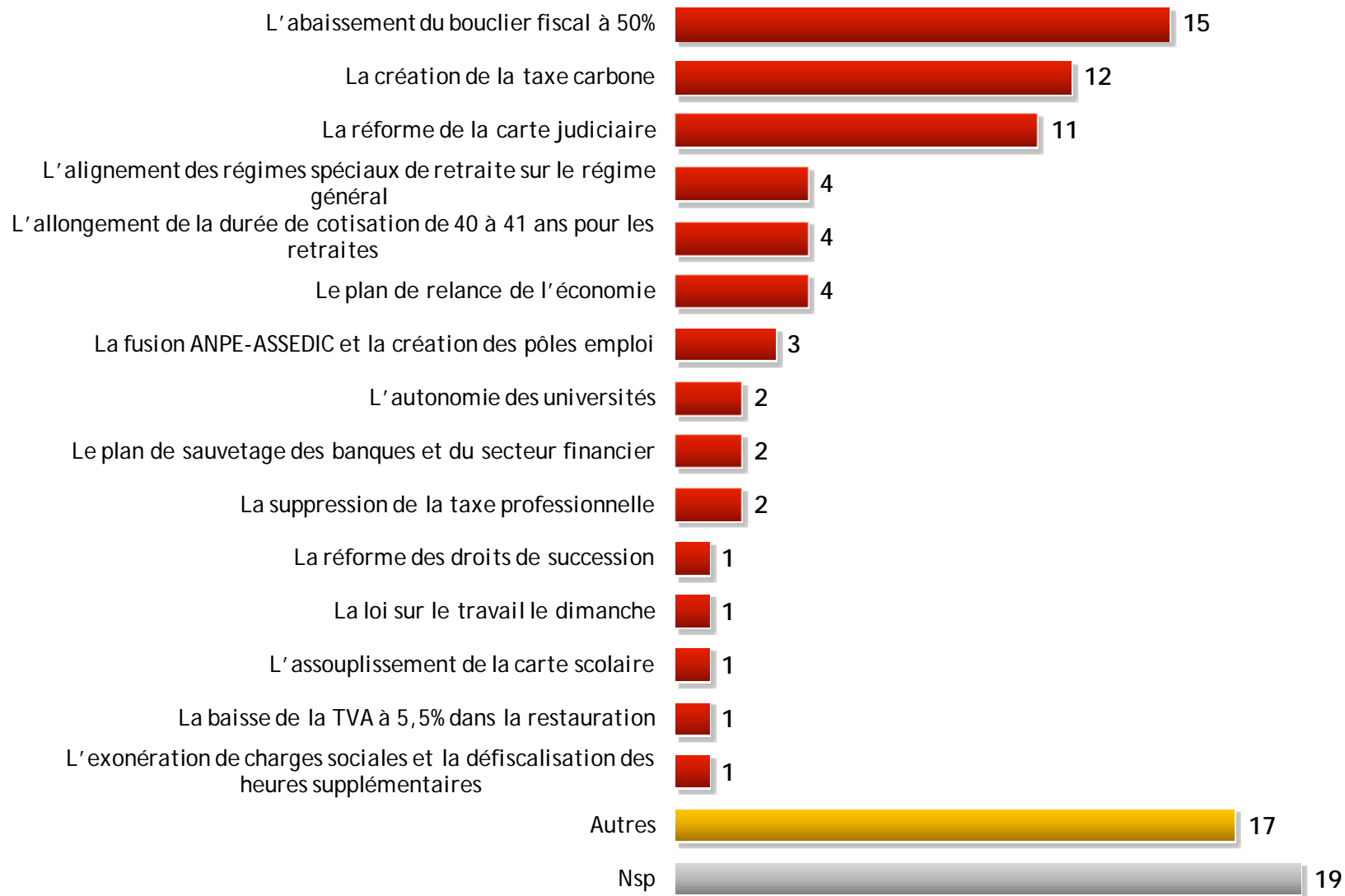


Base : ensemble des TPE

L'abaissement du bouclier fiscal à 50%, principal motif d'insatisfaction à l'encontre de Nicolas Sarkozy

Question : quelle est la réforme de Nicolas Sarkozy depuis son élection qui vous a le plus déplu ?

Question ouverte - réponses spontanées



Base : ensemble des TPE

MÉTHODOLOGIE

Échantillon de **1 003 dirigeants de TPE** de 0 à 19 salariés, raisonné sur les critères secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise et interrogé **par téléphone du 19 octobre au 2 novembre 2009**.

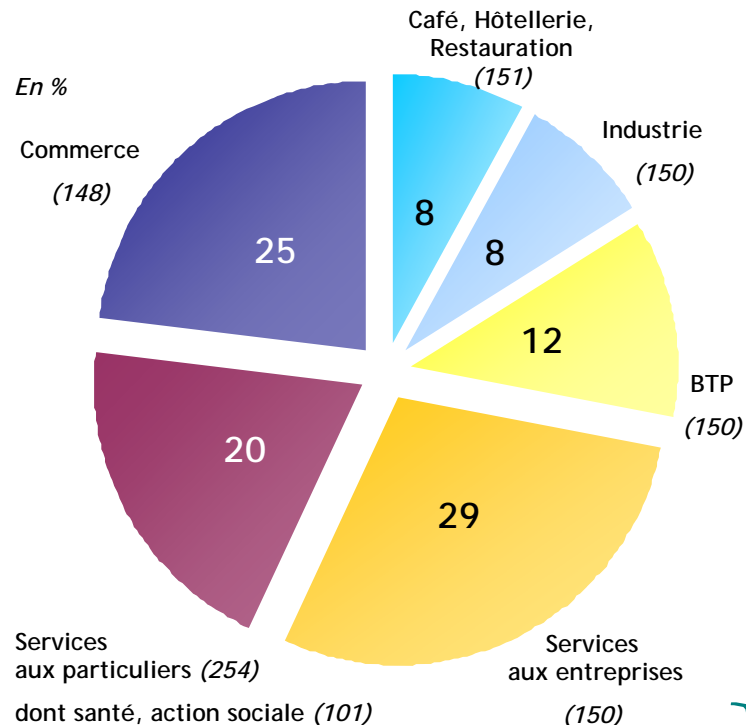
- ☉ L' échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - ⊗ le secteur d'activité de l'entreprise,
 - ⊗ la taille de l'entreprise,
 - ⊗ la région d'implantation de l'entreprise.

Des résultats nationaux représentatifs : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

ÉCHANTILLON TPE

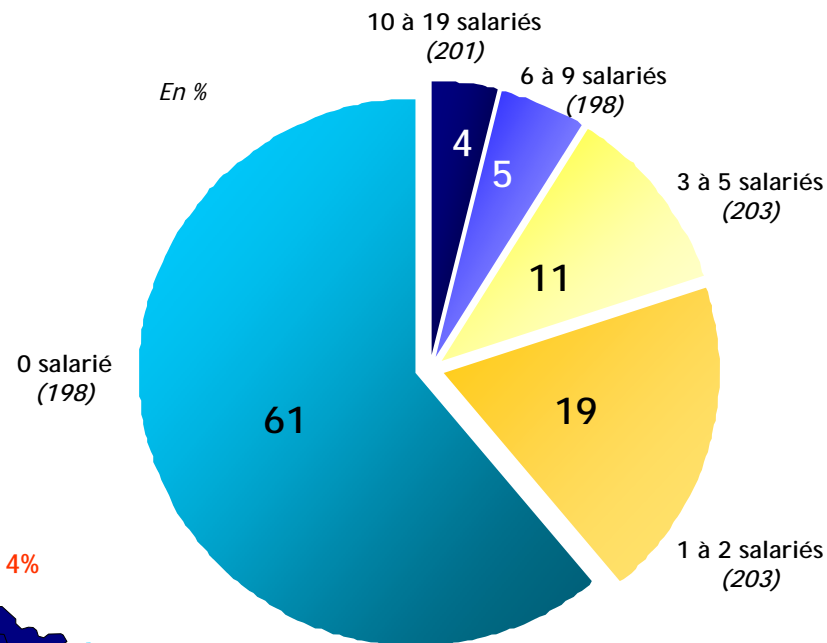
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



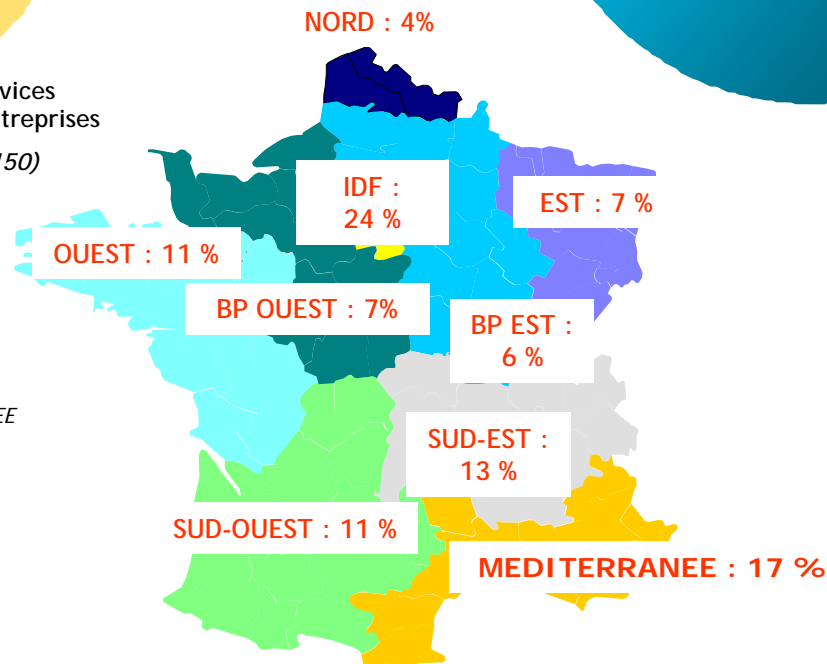
TAILLE SALARIALE

Quota : Données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : Données redressées selon les chiffres INSEE



Source :
INSEE
SIRENE
chiffres au 1^{er} janvier 2008